



Le journal des Marchés Publics Public Contracts Journal

Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

Regulation 2.0
Open Contracting
eJDM
**Pridesoft
Mobile**
e-CNE
Transparence
e-Regulation
e-Governance



Gratuit sur Google play

TRANSPORT	02	EDUCATION	02	SOCIAL	02
ECONOMIE	01	INFRASTRUCTURE	03	SANTE PUBLIQUE	01
ADMINISTRATION	11	GOVERNANCE PUBLIQUE	03		

CONTACTS AGENCE
B.P: 6604 Yaoundé - Cameroun
Tel : 222 20 18 03 / 222 20 00 08 / 222 20 00 09
Fax : 222 20 60 43 / 222 20 33 26
Mail:infos@armp.cm, Web:www.armp.cm

CONTACTS PRIDESOFT
Tel : 222 20 49 17
Web : pridesoft.armp.cm
Mail : pridesoft@armp.cm

N° 1670

25 Octobre 2018

25 October 2018

17H25/5:25 PM

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :

N° Carte Contribuable(*) :

N ° Registre de Commerce(*) :

Statut Juridique(*) : ETS SARL SA

Type Entreprise(*) : TPE PE PME PMI GE

Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :

Adresse(**) : B.P. :

Tél.(*) : Fax :

E-mail(*) :

Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO AOIR AONO AONR BC DC DP AMI/ASMI GG

Exercice(*) :

Référence(*) :

Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :

Objet(*) :

.....

Montant(en chiffres)(*) :

Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : Express Union (N° 91190008943026) CC EC-SA (N° 100-017265-314-30) BICEC (N° 97568660005/16)

Banque Atlantique (N° 9510173000510) SCB-CAMEROUN (N° 9000019311691) Paierie Générale

N° Reçu Versement/Virement(*) :

Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : Oui Non | Copie Carte Contribuable : Oui Non

Copie de la Commande Publique (BCA, AAO)(*) : Oui Non | Copie Registre de Commerce : Oui Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.
(**) quartier, rue, etc....



SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1

Reference [001/AONO/CIPM/C/DME/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001 BIS/AONO/CIPM/C/DME/2018 DU 26/09/2018 POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES EN TERRE DE L'ARRONDISSEMENT DE DOUME

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 02-11-2018

2

Reference [05/AONO/CIPM/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°05/AONO/PU/ANTIC/DG/CIPM/2018 DU 23 OCTOBRE 2018 POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES LOGICIELS A L'AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC), EN TROIS (03) LOTS DISTINCTS.

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 19-11-2018

3

Reference [005/AONO /C-BYO/SG/STADU/CDPMP/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO /C-BYO/SG/STADU/CDPMP/2018 DU 12 OCT 2018 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CANTONNAGE SUR CERTAINS TRONÇONS DE ROUTES DU RESEAU ROUTIER NATIONAL BITUME, DANS LA COMMUNE DEBANYO, DEPARTEMENT DU MAYO-BANYO, REGION DE L'ADAMAOUA. « EN PROCEDURE D'URGENCE »

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture 12-11-2018

4

Reference [05/AONO/MINADER-MINEPIA/PCP-ACEFA/CSPM/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINADER-MINEPIA/PCP-ACEFA/CSPM/2018 DU 2 AOUT 2018 POUR LA FOURNITURE DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS INFORMATIQUES AU PROGRAMME DE CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU CONSEIL AGROPASTORAL (PCP-ACEFA) EN PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : BUDGET C2D/PCP-ACEFA CONVENTION N° CCM 1397 03 W EXERCICE 2018

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 20-11-2018

5

Reference [0001/AOIO/MINEPAT/CSPM-PLANUT/2018 DU 19/10/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 0001/AOIO/MINEPAT/CSPM-PLANUT/2018 DU 19 OCTOBRE 2018 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA SURVEILLANCE ET LE CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT DES OUVRAGES DE RETENUES D'EAU ET DES INFRASTRUCTURES CONNEXES DANS LES LOCALITES DE ADATZ (BALDAMA), SOUKKOUNGO, MANGUIRLDA, TCHEVI, ET MABOUDJI, ARRONDISSEMENTS DE MORA, PETTE, MERI ET BOURHA, DEPARTEMENTS DU MAYO SAVA, DIAMARE, ET MAYO TSANAGA, REGION DE L'EXTREME-NORD (05 LOTS) FINANCEMENT : BUDGET DU PLAN D'URGENCE TRIENNAL POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 20-12-2018

RESUME DES CONSULTATIONS

6	Reference	001/AONO/CIPM/2018 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/C-NTUI/SG/ST/CIPM/2018 DU 04/10/2018 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM.TRONÇON 1 : BIAKOA –VOUNDOU – NGORO (66,50 KM)TRONÇON 2 : NGUILA – VOUNDOU (20,70 KM).
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	23-11-2018

7	Reference	002BIS/DC/C-NGMDZP/CDPM-NS/2018 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION DE DEMANDE DE COTATION N°002BIS/DC/C-NGMDZP/CDPM-NS/2018 DU 25 OCTOBRE 2018CONSTRUCTION DE QUATRE FORAGES POSITIFS ÉQUIPÉS D'UNE POMPE À MOTRICITÉ HUMAINE AU MARCHÉ D'ABANG-AKONGO, À L'ECOLE PUBLIQUE D'AGONFEME, EKOUD-BESSANDA ET L'ECOLE PUBLIQUE DE NYENGUE, COMMUNE DE NGOMEDZAP, DEPARTEMENT DU NYONG ET SO'O, REGION DU CENTRE.
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	19-11-2018

8	Reference	N°: 004/ASMI/CI/PADECE/PPA/UMOP/SPM/10-2018 Lire
	Titre/objet	AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERETN°: 004/ASMI/CI/PADECE/PPA/UMOP/SPM/10-2018POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA DEFINITION DE LA SITUATION DE REFERENCE (BASELINE) ET EVOLUTION DES INDICATEURS DE RESULTATS ET DE LA PREPARATION DU CADRE SUIVI-EVALUATION DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI (PADECCE)
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	12-11-2018

9	Reference	N°: 005/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018 Lire
	Titre/objet	AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERETN°: 005/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE D'ELABORER LE MANUEL DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES, FINANCIERES ET COMPTABLES DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI (PADECCE)
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	13-11-2018

10	Reference	N°: 006/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERETN°: 006/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018POUR LE RECRUTEMENT DE CERTAINS PERSONNELS : (I)- ESE/01 : EXPERT SUIVI EVALUATION; (II)- EESH/02 : EXPERT DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES, D'HYGIENE ET DE SECURITE ; (III)- SPM/03 : SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES A L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI (PADECE)
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	16-11-2018

RESUME DES CONSULTATIONS

11

Reference [0043/ASMI/MINEDUB/MINESEC/PAREC/UCP/SPM/18](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 0043/ASMI/MINEDUB/MINESEC/PAREC/UCP/SPM/010-2018 POUR LE RECRUTEMENT DU COORDONNATEUR DES THEMATIQUES A INDICATEURS DE DECAISSEMENT (DLIS) ET DU RESPONSABLE DE SUIVI EVALUATION A L'UNITE DE COORDINATION DU PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DDE L'EDUCATION AU CAMEROUN (PAREC)

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 08-11-2018

12

Reference [D13-263/AAC/MINSANTE/CAB/STBP-FM/CNLS/GTC/SP/SGAF](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL A CANDIDATURES N°D13-263/AAC/MINSANTE/CAB/STBP-FM/CNLS/GTC/SP/SGAF/UAP DU 22 OCT 2018 EN VUE DU RECRUTEMENT DE QUATRE (04) CHAUFFEURS ET TROIS (03) AGENTS D'APPUI ET D'ENTRETIEN AU GROUPE TECHNIQUE CENTRAL DU COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (GTC/CNLS)

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 23-11-2018

13

Reference [22/ASMI/CUD/SG/DARHL/2018 DU 25/10/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET NATIONAL N°22/ASMI/CUD/SG/DARHL/2018 DU 25/10/2018 RELATIF A LA PRESELECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES EN VUE DE LA FOURNITURE DES POLICES D'ASSURANCE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE DOUALA POUR LES EXERCICES 2019 ET 2020

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 14-11-2018

14

Reference [D13-264/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2018 DU 23/10/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° D13-264/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2018 DU23 OCTOBRE 2018 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°D13-234/AONR/MINSANTE/CSPM-CNLS/18 DU 24 SEPTEMBRE 2018 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DES COMPTES DES ANNEES 1 ET 2 DU PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA FINANCES PAR L'ACCORD DE DON CENTERS FOR DESEASE CONTROL AND PREVENTION/PRESIDENT'S EMERGENCY PLAN FOR AIDS RELIEF (DCD/PEPFAR). FINANCEMENT CDC/PEPFAR

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

15

Reference [COMMUNIQUE 7014/18/DG/DAG/DAMP/SMP](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE 7014/18/DG/DAG/DAMP/SMP PORTANT CLOTURE DE L'ACTUEL COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE (C.A.S) DE L'ARMP ET OUVERTURE D'UN NOUVEAU

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

16

Reference [027/CP/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/SM/18](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE DE PRESSE N°027/CP/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/SM DU 24 OCTOBRE 2018 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT CONCERNANT LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N°028/AONO/MINTOUL/CIPM/2018 DU 25 SEPTEMBRE 2018 RELATIF À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX POUR LA FINALISATION DE LA CONSTRUCTION ET DE L'ÉQUIPEMENT D'UN HÔTEL TROIS ÉTOILES (3*) À EBOLWA.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

17

Reference [COMMUNIQUE](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE DES RESULTATS

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

18

Reference [COMMUNIQUÉ](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUÉ DES RESULTATS

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture N/A

19

Reference [.020 /C/FEICOM/DG](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 020 /C/FEICOM/DG DU 22 OCTOBRE 2018 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°008/DC/FEICOM/CIPM/2018 DU 30 AOUT 2018 POUR L'ACQUISITION D'EQUIPEMENT DE RACCORDEMENT INFORMATIQUE AU FEICOM

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

20

Reference [020 /D/FEICOM/DG](#) [Lire](#)

Titre/objet DECISION N°020/D/FEICOM/DG/ DU 22 OCTOBRE 2018 PORTANT ATTRIBUTION DE LA DEMANDE DE COTATION POUR ACQUISITION D'EQUIPEMENTS DE RACCORDEMENT INFORMATIQUE AU FEICOM

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

21

Reference [N° 01/AOIR/ADC/CSPM/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N°01/AOIR/ADC/CSPM/2018 DU 22/05/2018 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA CONCEPTION, INGENIERIE ET REALISATION DES TRAVAUX DE RECONFIGURATION DE L'AEROGARE PASSAGERS DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE DOUALA.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

22

Reference [ADDITIF N°01/A/C-BONALEA/M/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet ADDITIF N°01/A/C-BONALEA/M/2018 DU 19/10/2018 AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°03/AONO/C-BONALEA/CIPM/2018 DU 03 OCTOBRE 2018 POUR LES TRAVAUX DE CANTONNAGE DES TRONCONS DE ROUTES BITUMÉES CARREFOUR KAKE-MANGAMBA (21,50 KM) ET NDOULOU-BWAPAKI (3,50 KM), DANS LA COMMUNE DE BONALEA, DEPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL (EN PROCEDURE D'URGENCE) LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BONALÉA, AUTORITÉ CONTRACTANTE, INFORME LES POTENTIELS SOUMISSIONNAIRES À L'APPEL D'OFFRES SUS-RAPPELÉ DES RECTIFICATIONS CI-APRÈS :

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

23

Reference [001](#) [Lire](#)

Titre/objet ADDITIF RECTIFICATIF N°1 RÉLATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/AONO/C.BTA 1ER/CDPMP-LD/2018 DU,POUR LA MAITRISE D'OEUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SIX (06) BLOCS DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE, DEUX (02) BLOCS ADMINISTRATIFS, SIX (06) BLOCS LATRINES A SIX (06) COMPARTIMENTS DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE DE BERTOUA DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM, REGION DE L'EST

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture N/A

24

Reference [011/AONO/CIPM/FEICOM/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet ADDENDUM AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 011/AONO/CIPM/FEICOM/2018POUR LES ETUDES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES PARC D'ENGINS INTERCOMMUNAUX DE GENIE CIVIL ET D'HYDRAULIQUE PORTANT REPORT DE LA DATE D'OUVERTURE DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES SUS CITÉ.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

25

Reference [04/C-AO/C-BONALEA/M/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N°04/C-AO/C-BONALEA/M/2018 RELATIF AU REPORT DE LA DATE DU DEPOT ET D'OUVERTURE DES OFFRES DE L'AVIS DE CONSULTATION N°04/AC/C-BONALEA/CIPM/2018 DU 03 OCTOBRE 2018. LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BONALÉA, AUTORITÉ CONTRACTANTE, PORTE À LA CONNAISSANCE DES ENTREPRISES INTÉRESSÉES PAR L'AVIS DE CONSULTATION N°04/AC/C-BONALEA/CIPM/2018 DU 03 OCTOBRE 2018 POUR LA FOURNITURE DU PAQUET MINIMUM DES ÉCOLES DE LA COMMUNE DE BONALÉA, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, RÉGION DU LITTORAL,

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

26

Reference [001](#) [Lire](#)

Titre/objet DEMANDE DE COTATIONN°001/DC/CO-PNDP/J03.04/SG/CDPM-LK/2018DU 28/09/2018DE REFERENCE INITIALEN° 002/DC/MINMAP/DRCE/DDMAP-LK/COM-OKOLA PNDP/CDPM/2018 DU 18/06/2018POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN (01) BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSES EQUIPEES DE TABLES BANCS ET D'UN (01) BLOC DE DEUX LATRINES À L'ÉCOLE PUBLIQUE DE NYEMEYONG, COMMUNE D'OKOLA, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE.ADDITIF N° 001 :

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture N/A

27

Reference [ADDITIF N° 01/C/FGL/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet DOSSIER DE DEMANDE DE COTATIONN°01/DDC/RN/COMMUNE-FIGUIL/SG/ST/CIPM/2018 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 02 SALLES DE CLASSE EQUIPE AVEC UN BLOC DE LATRINES A TROIS (03) CABINES A L'EP DE BADIA. REMISE DES OFFRES

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture N/A

28

Reference [N° 001/AMI/ARMP/2018 DU 17/10/2018](#) [Lire](#)

Titre/objet APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 001/AMI/ARMP/2018 DU 17/10/2018 POUR LA CONSTITUTION D'UN REPERTOIRE DES EXPERTS AUPRES DES COMMISSIONS CENTRALES DE CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 15-11-2018

COMMUNE DE DOUME

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001
BIS/AONO/CIPM/C/DME/2018 DU 26/09/2018 POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES
EN TERRE DE L'ARRONDISSEMENT DE DOUME**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre, de l'exécution du BIP du MINTP 2018, le Maire de la Commune de Doumé, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante lance un Appel d'Offres National Ouvert EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES DE L'ARRONDISSEMENT DE DOUME DANS LE DEPARTEMENT DU HAUTNYONG, REGION DE L'EST.

2. Consistance des prestations

Ils comprennent en particulier les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- TRAVAUX PREPARATOIRES ;
- TERRASSEMENTS ;
- REPROFILAGE ;
- RECHARGEMENT ;
- COMPACTAGE ;
- ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE ;
- DEPLACEMENT ET ENTRETIEN DES RESEAUX ;

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux sociétés de droit camerounais n'étant pas en situation de Conflits définis comme suit :

Est associé ou a été associé dans le passé à une entreprise (ou une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant : cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre ;

Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion ;

4. Financement

Les travaux objets du présent appel d'offres sont financés par le budget d'Investissement Public (BIP), au titre de l'exercice 2018.

5. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables auprès des Services Techniques de la Mairie de Doumé sis au siège de ladite Commune Téléphone: 674 46 96 54/694 280313, E-mail: christianbillkombang@yahoo.fr dès publication du présent avis.

6. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès de la recette Municipale de Doumé, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 50 000 FCFA /CINQUANTE MILLE ERANCS CFA.

7. Remises des offres

Chaque offre rédigée en Français ou en Anglais en Sept (07) exemplaires donc un original et six copies devra être déposée aux heures ouvrables, auprès des Services Techniques de la Commune de Doumé, sous pli fermé au plus tard le **02 NOV 2018 à 09 heures** et devra porter la mention :

« **APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001 BIS/AONO/CIPM/C/DME/2018 DU 26/10/2018 POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES DE L'ARRONDISSEMENT DE DOUME**

« **A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement** »

8. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le DAO, par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le ministère en charge des finances et dont le montant est de **560 000 FCFA**.

Les chèques bancaires ou certifiés ne seront pas acceptés.

L'absence du cautionnement provisoire ou sa non-conformité au modèle joint dans le DAG entraîne à l'ouverture le rejet Systématique de l'offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré trente (30) Jours au-delà de la durée de validité des offres des soumissionnaires et libéré 15 jours après attribution pour les soumissionnaires non retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

9. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres aura lieu le **02 NOV 2018 à 10 heures**, heure locale, dans la salle de réunions de de la Délégation Départementale des Marchés Publics Haut-Nyong, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Toute offre non conforme aux prescriptions du dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence ou la non- conformité d'une pièce du dossier administratif entraînera le rejet pur et simple de l'offre, de même que le nonrespect

des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres.

10. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant 60 jours à partir de la date limite fixée par la remise des offres.

11. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès des Services Techniques de la Commune de Doumé Téléphone : 674 46 96 545 1 694 28 03 13, E-mail ; christianbillkambang@yahoo.fr /-

DOUME le 15 Octobre 2018

Le MAIRE

MPANS Giselle Rose

AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°05/AONO/PU/ANTIC/DG/CIPM/2018 DU 23 OCTOBRE 2018 POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES LOGICIELS A L'AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC), EN TROIS (03) LOTS DISTINCTS.

FINANCEMENT
 BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
 222 300 ET 222 301

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC), Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour **l'acquisition du matériel et des logiciels en trois (03) lots distincts, exercice 2018.**

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent notamment : l'achat, le transport, la fourniture, l'installation, les essais ou les tests de fonctionnalité et la réception. Elles concernent :

Lot 01 : Acquisition du matériel

N°	Matériel	Quantité
1.	Server	04
2.	Mobile forensic toolkit	01
3.	UPS (Uninterruptible Power Supply)	01
4.	PDU (Power Distributor Unit)	04
5.	Rack Bay	02
6.	GSM/CDMA/3G/4G/WIFI JAMMER	01
7.	JTAG/CHIP OFF	01
8.	DRONE	01
9.	Desktop	05
10.	Imprimantes	04
11.	RIFF JTAG box	01
12.	Z3X box	01
13.		

VR Tables for JTAG, EMMC, FBUS



14.	Stockage réseau SAN	01
-----	---------------------	----

Lot 02 : Acquisition des logiciels

N°	Outils logiciels	Quantité
1.	Professional vulnerability scanner	04
2.	Web Vulnerability Scanner	01
3.	Penetration Testing Software.	01
4.	Network Security Scanner And Patch Management	03
5.	Auditing Network Tools	01
6.	Forensic Extracted & And Advanced Tools	01
7.	Testing & Penetration Tools	01
8.	Online Investigation Tool	02
9.	Socials Media Management & Analytics Software	01

Lot 03 : Acquisition et installation d'un onduleur de 100 KVA et fourniture des accessoires et mise en service d'un onduleur de 100 KVA

N°	OUTILS ET ACCESSOIRES DE L'ONDULEUR	Quantité
A-ONDULEUR		
1.	onduleur de 100 KVA	01
2	Installation	01
B-ACCESSOIRES DE L'ONDULEUR APC DE 100 KVA		
3	Batteries de l'onduleur	30
4	Ventilateurs	05
5	Condensateur DC	01
6	Condensateur AC	01
7	Condensateur AC	01
8	Ventilateur AC	08
9	Carte d'alimentation	01
10	Installation	01



3. Cout Prévisionnel

pour une enveloppe estimative TTC :

- Lot n°1: **148 520 431** (cent-quarante-huit millions cinq cent vingt mille quatre cent trente-un) FCFA ;
- Lot n° 2: **100 870 425**(cent millions huit cent soixante-dix mille quatre-cent vingt-cinq) FCFA ;
- Lot n°3: **50 000 000** (cinquante millions) FCFA.

4. Allotissement

- Lot n°1: **148 520 431** (cent-quarante-huit millions cinq cent vingt mille quatre cent trente-un) FCFA ;
- Lot n° 2: **100 870 425**(cent millions huit cent soixante-dix mille quatre-cent vingt-cinq) FCFA ;
- Lot n°3: **50 000 000** (cinquante millions) FCFA.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux sociétés et entreprises de droits camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine des prestations similaires. Par le présent Avis d'Appel d'Offres, les entreprises intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations **authentiques** qui permettront de retenir celle pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de son dossier.

6. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget de l'ANTIC, exercice 2018 et suivant : Imputations 222 300 et 222 301 pour une enveloppe estimative TTC :

- Lot n°1: **148 520 431** (cent-quarante-huit millions cinq cent vingt mille quatre cent trente-un) FCFA ;
- Lot n° 2: **100 870 425**(cent millions huit cent soixante-dix mille quatre-cent vingt-cinq) FCFA ;
- Lot n°3: **50 000 000** (cinquante millions) FCFA.

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, à la Direction Générale de l'ANTIC (Direction des Affaires Générales) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 6 94 40 58 68/ 242 08 64 98, Fax : 242 20 39 31.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables (7h30 à 15h30), à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut-Commissariat du Canada, dès publication du présent avis, sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **cent mille francs (100 000 F)** CFA représentant les frais d'achat du dossier payables aux heures ouvrables dans le compte BICEC « Compte Spécial : CAS-ARMP ». Ce reçu devra identifier le prestataire devant participer à l'Appel d'Offres et la copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, devra parvenir à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales), **au plus tard, le 19 novembre 2018 à 12 heures**, heure locale, et devra porter la mention : « **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°05/AONO/PU/ANTIC/DG/CIPM/2018 DU 23 OCTOBRE 2018 POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES LOGICIELS A DE L'AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC), EN TROIS (03) LOTS DISTINCTS. EXERCICE 2018 ET SUIVANT, BUDGET ANTIC, IMPUTATIONS : LOT 1 ET 3 : 222 300 et LOT 2 :222 301 A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT.** »

10. Delai de Livraison

Le délai de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage pour la présente fourniture est de **trente (30) jours** calendaires. Ce délai comprend les périodes des pluies, toutes les intempéries et sujétions diverses et court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer la prestation.

11. Cautionnement Provisoire

Les cautions des différents lots sont :

- **Lot 1 : 2 900 000 (deux millions neuf cent mille) FCFA,**
- **Lot 2 : 2 000 000 (deux millions) FCFA.**
- **Lot 3 : 1 000 000 (un million) FCFA**

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des offres financières des pièces administratives ne seront pas recevables.

12. Recevabilité des Offres

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, établie par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce n° 11 du DAO, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les cautions des différents lots sont :

- **Lot 1 : 2 900 000 (deux millions neuf cent mille) FCFA,**
- **Lot 2 : 2 000 000 (deux millions) FCFA.**
- **Lot 3 : 1 000 000 (un million) FCFA**

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des offres financières des pièces administratives ne seront pas recevables.

Les autres pièces administratives requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes uniquement par les services émetteurs ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en un temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des offres aura lieu le **19 novembre 2018 à 13 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés, siégeant à la seconde salle de conférence de l'ANTIC sise au premier étage de la Direction Générale.

- Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- a) Dossier administratif incomplet;
- b) Pièce falsifiée ou fausse déclaration
- c) Non- respect de tous les sous- critères du critère essentiel n°3
- d) Absence d'un prix quantifié dans l'offre financière ;
- e) Non-respect d'au moins **80 %** des sous-critères issus des critères essentiels et le critère n°3.
- f) Absence de la caution de soumission ;
- g) Non-conformité d'une pièce administrative, non régularisée dans les délais fixés par la CIPM après dépouillement ;
- h) Absence d'une attestation de disponibilité financière d'un montant de :
Cinquante millions de francs (50 000 000) FCFA pour le lot 1 et 2, et vingt millions (20 000 000) pour le lot 3 délivré par une banque agréée par le MINFI.
- i) Absence d'un Ingénieur des travaux en informatique ou en électrotechnique (bac +3) ayant au moins cinq (05) ans d'expérience pour le lot 3.
- j) Absence dans l'offres technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle, le soumissionnaire atteste que, non seulement il n'a pas abandonné de marchés au cours des trois (03) dernières années, et aussi qu'il ne figure pas dans la liste des entreprises défaillantes annuellement établies par le Ministère des marchés publics.

Critères essentiels pour les trois lots

N°	Désignation	Sous-critères
1	Présentation générale de l'offre	03
2	Référence du soumissionnaire dans le domaine similaire et en approvisionnement généraux	1. 04
3	Qualité et conformité des fournitures proposées aux spécifications techniques	14 (lot n°1), 09 (lot n°2) et 08 (lot n° 3)
4	Service après-vente (lot 1 et 3)	02
5	Planning et délai de livraison	02
6	Délai de garantie	14 (lot n°1), 09 (lot n°2) et 08 (lot n°3)

N.B. : Pour le critère 3 (Qualité et conformité des fournitures proposées aux spécifications techniques), ce critère ne sera validé que si tous les sous-critères sont validés.

15. Attribution

Le Directeur Général de l'ANTIC, Autorité Contractante, attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre, qualifiée techniquement, aura été évaluée **la moins-disante** après vérification de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres. Un soumissionnaire peut être attributaire d'au plus deux (2) lots

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 6 94 40 58 68.

YAOUNDE le 23 Octobre 2018

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

EBOT EBOT ENOW

COMMUNE DE BANYO

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO /C-BYO/SG/STADU/CDPMP/2018 DU 12 OCT 2018 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CANTONNAGE SUR CERTAINS TRONÇONS DE ROUTES DU RESEAU ROUTIER NATIONAL BITUME, DANS LA COMMUNE DE BANYO, DEPARTEMENT DU MAYO-BANYO, REGION DE L'ADAMAOUA. « EN PROCEDURE D'URGENCE »

FINANCEMENT
FONDS ROUTIER (FR)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Maire de la commune de Banyo, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de la république du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus-indiquée.

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de cantonnement sur certains tronçons de route du réseau routier national bitumé dans la Commune de Banyo, Département du Mayo-Banyo, Région de l'Adamaoua.

2. Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

PRIX DESIGNATION

T1 Désherbage ou débroussaillage des abords de la route

T5 Curage des ouvrages hydrauliques existants

T6 Curage des fossés et exutoires

T7 Dégagement en amont et aval des ouvrages d'art et sur les sections du lit du cours d'eau

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'ensemble des travaux prévus dans le présent Appel d'Offres National Ouvert est de 6 815 138 (six million huit cent quinze mille cent trente-huit) de francs CFA.

4. Allotissement

Sans objet.

5. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les petites et moyennes entreprises de droit camerounais.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, à travers la ligne Fonds Routier exercices 2018 et suivants.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Mairie de Banyo dès publication du présent Avis.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Commune de Banyo dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de quinze mille (15 000) francs CFA, payable à la Recette municipale de Banyo.

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant le prestataire désireux de participer à la consultation.

9. Remises des offres

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous simple enveloppe dont :

L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;

L'enveloppe B contenant technique (Volume 2) ;

L'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause. Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des Intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir à la Mairie de Banyo, Service Technique de L'Aménagement et du Développement Urbain, au plus tard le 12 NOV 2018 à 14 heures précises, avec la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 005/AONO/C-BYO/SG/STADU /CDPMP /2018 du 12 OCT 2018 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CANTONNAGE SUR CERTAINS TRONÇONS DE ROUTES DU RESEAU ROUTIER NATIONAL BITUME, DANS LA COMMUNE DE BANYO, DEPARTEMENT DU MAYO-BANYO, REGION DE L'ADAMAOUA.

« EN PROCEDURE D'URGENCE » « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

10. Délai de Livraison

Le délai global d'exécution des travaux est de deux (02) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

11. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie bancaire de soumission), établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement bancaire de premier rang, agréé par le Ministre en charge des Finances et d'un montant égal à : cent trente-six mille trois cent trois (136 303) Francs FCFA.

Par ailleurs les petites et moyennes entreprises nationales, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement de soumission, soit un Chèque certifié, un chèque banque, soit une hypothèque légale.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

12. Recevabilité des Offres

Les offres parvenues après la date et l'heure limite de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administratives et techniques seront irrecevables.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres aura lieu en un temps le 12 NOV 2018 à 15 heures précise par la Commission Départementale de Passation des Marchés du Mayo-Banyo dans la salle de réunion de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Mayo-Banyo. L'ouverture des plis se fera en un temps et en trois étapes :

- 1ère étape: Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1),
- 2ème étape: Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2)
- 3ème étape: Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires :

- a) Absence de la caution de soumission ;
- b) Absence après un délai de 48 heures après le dépôt des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission;
- c) Non-conformité après un délai de 48 heures après le dépôt des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif;
- d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique;
- e) Offre Technique incomplète ou non conforme au DAO;
- f) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU et le DQE;
- g) Offre Financière incomplète ou non conforme au DAO ;
- h) Performance technique inférieur à 70%
- i) Entreprise figurant sur la liste des entreprises défailtantes établie par le MINMAP,

Critères essentiels :

Les offres techniques seront notées en fonction des douze (12) critères essentiels ci-après :

- Personnel d'encadrement de l'Entreprise sur trois (03) critères ;
- Le Matériel de chantier à mobiliser sur cinq (05) critères ;
- Références de l'Entreprise sur deux (02) critères.
- Organisation méthodologiques et planning des travaux : cohérence entre la durée des tâches et le rendement (oui/non) ; un (01) critère.
- Attestation de capacité financière d'un montant au moins égal à 5 000 000(oui/non) un (01) critère.

15. Attribution

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix des attributaires par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage qui est le Maire de la Commune de Banyo.

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

16. Durée Validité des Offres

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie de Banyo, Service Technique de L'Aménagement et du Développement Urbain ou appeler aux numéros suivants : 698 27 10 87/674 73 98 32

BANYO le 12 Octobre 2018

Le MAIRE

HADJI IBRAHIMA

PROGRAMME DE CONSOLIDATION ET DE PÉRÉNISATION DU CONSEIL AGROPASTORAL

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINADER-MINEPIA/PCP-ACEFA/CSPM/2018
DU 2 AOUT 2018 POUR LA FOURNITURE DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS INFORMATIQUES AU
PROGRAMME DE CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU CONSEIL AGROPASTORAL
(PCP-ACEFA) EN PROCEDURE D'URGENCEFINANCEMENT : BUDGET C2D/PCP-ACEFA CONVENTION N°
CCM 1397 03 W EXERCICE 2018**

FINANCEMENT

BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , C2D/PCP-ACEFA CMR- AFD N° CCM 1397 03 W

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Coordonnateur National du Programme de Consolidation et de Pérennisation du Conseil agropastoral (PCP-ACEFA) lance un Appel d'Offres National Ouvert relatif à la fourniture de matériels et équipements informatiques audit Programme.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent la fourniture de matériels et équipements informatiques ci-après :

Désignation des matériels et équipements	Quantités
- Ordinateurs de bureau	28
- Ordinateurs portables	2085 (320 en anglais)
- Disques durs externes	2000
- Souris externes	2000
- Imprimantes	20

Le matériel à fournir et les caractéristiques sont précisés dans les Spécifications Techniques (ST).

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est d'un milliard huit cent vingt-quatre millions (1 824 000 000) francs CFA.

4. Participation et origine

Le présent appel d'offres s'adresse à toute personne morale de droit camerounais justifiant des capacités techniques, financières et des références avérées pour la fourniture de matériels et équipements informatiques.

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par des ressources issues du budget C2D/PCP-ACEFA dans le cadre de la Convention CMR- AFD n° CCM 1397 03 Wdu 14 juillet 2017, signée entre le Cameroun et la France.

6. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et/ou retiré par les soumissionnaires au Secrétariat du Coordonnateur National du PCP-ACEFA, sis à Yaoundé Golf à l'Avenue Jean Paul II BP : 4081 Yaoundé, email : acefac2d@yahoo.fr, Tel : 222 20 36 48 Fax : 222 20 36 47 aux heures ouvrables sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **quatre cent cinquante mille (450.000) francs CFA** au titre de frais de dossier, au compte d'affectation spéciale n° 335 988 de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ouvert à la BICEC, dans tous les Chefs-lieux des régions.

Par ailleurs, les soumissionnaires devront dans tous les cas, se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : BP, Fax, Tel, E-mail.

7. Remises des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais devront être déposées contre récépissé au secrétariat de la Coordination Nationale du PCP-ACEFA, sis à Yaoundé Golf à l'Avenue Jean Paul II BP : 4081 Yaoundé ; téléphone 222 20 36 48 ; Fax : 222 20 36 49 au plus tard le **20 novembre 2018 à 14 heures précises**. Elles seront présentées sous pli fermé en **sept (07)** exemplaires, dont un original et **six (06)** copies marquées comme telles et devront porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINADER-MINEPIA/PCP-ACEFA/CSPM/2018 DU 2 AOUT 2018 POUR LA FOURNITURE DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS INFORMATIQUES AU PROGRAMME DE CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU CONSEIL AGROPASTORAL (PCP-ACEFA) EN PROCEDURE D'URGENCE.

(A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT)

8. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Coordonnateur National du PCP-ACEFA pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de trente (30) jours calendaires.

9. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres administratives, techniques et financières se fera en un seul temps. Elle se déroulera le **20 novembre 2018 à 15 heures** précises dans la salle de réunions de la Coordination Nationale du Programme AMO, sise à Yaoundé, Quartier Bastos à coté d'Elégance Pressing, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés (1 par dossier) ayant une parfaite connaissance de leurs offres.

10. Critères d'évaluation

Seules les offres présentant un dossier administratif complet et conforme au DAO seront évaluées techniquement.

Toute offre non conforme aux prescriptions du dossier d'appel d'offres et non produite en **sept (07)** exemplaires sera déclarée irrecevable. Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises, datant de moins de trois (03) mois, doivent être impérativement produites en originaux ou copies certifiées conformes par les services émetteurs ou les autorités compétentes.

Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après 48h conformément aux dispositions de la circulaire N° 002/CAB/PM du 31/01/2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics ;
- Absence d'un agrément du constructeur délivré au soumissionnaire au titre de l'année 2018 : niveau partenariat au moins silver (Préciser le numéro identifiant de l'entreprise) ;
- Absence d'un certificat d'origine (pour tout le matériel proposé) ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence de fiches techniques du fabricant (dépliants couleur de l'équipement) ;
- Absence de l'autorisation du fabricant ;
- Chiffre d'affaires sur les trois dernières années d'au moins un milliard par année (justifié par les bilans et comptes de résultat certifiés) ;
- Non-respect de deux caractéristiques techniques majeures de l'un des matériels proposés ;
- Absence de certification aux normes internationales (ISO, CEI, UIT) ;
- Absence engagement du constructeur à fournir les équipements avec la matrice (Logo PCP-ACEFA dans le BIOS) du client, le Logo Core i3, Country Localization et la Technologie eStar ;
- Non-respect de 80% des critères essentiels ;
- Absence de déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale paraphée et signée ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur.

Critères essentiels

L'évaluation technique des offres se fera selon le système binaire (oui/non) et portera sur les critères ci-dessous :

- Références du soumissionnaire dans les prestations similaires (le soumissionnaire présentera une liste de cinq (05) marchés avec un montant cumulé d'au moins un milliard justifiés par les 1ère, 2ème et dernières pages du marchés et le PV de réception dans le domaine de la fourniture de tels matériels informatiques) ;
- Fiche technique du fabricant (prospectus en couleur du matériel) ;
- Délai de livraison des fournitures ;
- Disponibilité des pièces de rechange
- Spécifications techniques ;
- Service après vente ;
- Qualification du personnel technique : au moins 1 informaticien BACC + 5 (diplôme certifié) + certification dans le domaine et trois (03) personnels BACC + 3 au moins (diplôme certifié) + certification dans le domaine de la maintenance informatique ;
- Certificat de garantie d'au moins 12 mois.

Evaluation des Propositions

Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique. Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de 80 % de oui.

Evaluation des Propositions financières

Au terme de l'évaluation des offres techniques, il est procédé à l'évaluation financière de celles ayant obtenu une note supérieure ou égale à 80% de oui.

11. Attribution

Le soumissionnaire retenu sera celui ayant les capacités techniques et financières requises et dont l'offre financière aura été jugé la moins disante. En cas d'égalité parfaite, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant la meilleure offre technique.

12. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date de dépouillement des offres.

13. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus tous les jours ouvrables entre 11h00 mn et 15h30 mn au Secrétariat du Coordonnateur National du PCP-ACEFA, sis à Yaoundé Golf à l'Avenue Jean Paul II BP : 4081 Yaoundé, Fax : 222 20 36 49, Tel : 222 20 36 48, E-mail : acefac2d@yahoo.fr.

YAOUNDE le 24 Octobre 2018

Le COORDONNATEUR NATIONAL

DR MOUMINI BOUBA

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 0001/AOIO/MINEPAT/CSPM-PLANUT/2018 DU 19 OCTOBRE 2018 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA SURVEILLANCE ET LE CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT DES OUVRAGES DE RETENUES D'EAU ET DES INFRASTRUCTURES CONNEXES DANS LES LOCALITES DE ADATZ (BALDAMA), SOUKKOUNGO, MANGUIRLDA, TCHEVI, ET MABOUDJI, ARRONDISSEMENTS DE MORA, PETTE, MERI ET BOURHA, DEPARTEMENTS DU MAYO SAVA, DIAMARE, ET MAYO TSANAGA, REGION DE L'EXTREME-NORD (05 LOTS) FINANCEMENT : BUDGET DU PLAN D'URGENCE TRIENNAL POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Maître d'Ouvrage, lance dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique, un Appel d'Offres International Ouvert en procédure d'urgence, pour la surveillance et le contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans les localités de Adatz (Baldama), Soukkoungo, Manguirlda, Tchevi, et Maboudji, Arrondissements de Mora, Pette, Meri et Bourha, en cinq (05) lots.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment :

- **Mission 1-EXE** : Exécution des études géotechniques sur les sites désignés, examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution qui auront été faites par l'entreprise ;
- **Mission 2-DET** : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- **Mission 3-OPC** : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- **Mission 4-AOR** : Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie.

3. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel total des prestations à l'issue des études préalables est de neuf cent quatre-vingt-sept millions sept cent cinquante mille (987 750 000) de Francs CFA TTC, et réparti par lot comme suit :

LOT	DESIGNATION	COUT PREVISIONNEL (FCFA)
Lot 1	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans la localité d'Adatz (Baldama).	Cent quatre-vingt-seize millions six cent cinquante mille (196 650 000)
Lot 2	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans la localité de Soukkoungo.	Cent quatre-vingt-deux millions (182 000 000)
Lot 3	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Manguirlda	Cent quatre-vingt-trois millions six cent mille (183 600 000)
Lot 4	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Tchévi	Deux cent vingt-huit millions huit cent cinquante mille (228 850 000)
Lot 5	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Maboudji	Cent quatre-vingt-seize millions six cent cinquante mille (196 650 000)
TOTAL		Neuf cent quatre-vingt-sept millions sept cent cinquante mille (987 750 000)

4. Allotissement

Les prestations objets du présent Dossier d'Appel d'Offres sont réparties en cinq (05) lots :

LOT	DESIGNATION	LOCALISATION
Lot 1	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans la localité de Adatz (Baldama).	Arrondissement de Mora, Département du Mayo Sava, Région de l'Extrême-Nord.
Lot 2	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans la localité de Soukkoungo.	Arrondissement de Pette, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord.
Lot 3	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Manguirda.	Arrondissement de Méri, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord.
Lot 4	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Tchévi.	Arrondissement de Bourha, Département du Mayo Tsanaga, Région de l'Extrême-Nord.
Lot 5	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Maboudji.	Arrondissement de Bourha, Département du Mayo Tsanaga, Région de l'Extrême-Nord.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou groupement d'entreprises, ayant une expérience avérée dans le domaine du contrôle des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenue d'eau et exerçant sur le territoire du Cameroun ou à l'étranger.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique (PLANUT).

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du Coordonnateur du Secrétariat Technique du PLANUT (Services du Premier Ministre, Bâtiment du Secrétariat Général, porte 208) à Yaoundé, dès publication du présent Avis.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Secrétariat du Coordonnateur du Secrétariat Technique du PLANUT (Services du Premier Ministre, Bâtiment du Secrétariat Général, porte 208) à Yaoundé dès publication du présent avis et contre le versement d'une somme de **cent quatre-vingt mille (180 000) francs CFA** payable, au Trésor Public au titre des frais d'achat du dossier où seront mentionnés les nom du soumissionnaire et numéro de l'Appel d'Offres.

Présentation des offres :

Les documents constituant l'offre sont repartis en trois volumes ci-après, contenus dans trois (03) enveloppes fermées et scellées dont :

- l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'offre technique (Volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause. Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de même couleur autre que la couleur blanche.

9. Remises des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme telles, devront être déposées contre récépissé ou recommandées avec accusé de réception aux Services du Premier Ministre à l'attention du Secrétariat Technique du Comité de Suivi de la mise en œuvre du Plan d'Urgence triennal pour l'Accélération de la Croissance Économique au plus tard **le 20 décembre 2018 à 15 heures**, heure locale, et devront porter la mention suivante

*«APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N°0001/AOIO/MINEPAT/CSPM-PLANUT/2018 DU 19 OCTOBRE 2018 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA SURVEILLANCE ET LE CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT DES OUVRAGES DE RETENUES D'EAU ET DES INFRASTRUCTURES CONNEXES DANS LES LOCALITES DE ADATZ (BALDAMA), SOUKKOUNGO, MANGUIRLDA, TCHEVI ET MABOUDJI, ARRONDISSEMENTS DE MORA, PETTE, MERI ET BOURHA, DEPARTEMENTS DU MAYO SAVA, DIAMARE ET DU MAYO TSANAGA, REGION DE L'EXTREME-NORD (05 LOTS)»
FINANCEMENT : BUDGET DU PLAN D'URGENCE TRIENNAL POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »*

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations, objet du présent Appel d'Offres est de vingt et **un (21) mois** pour chaque lot, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Les prestations s'exécutant dans une zone soumise aux aléas climatiques, doivent être interrompus en saison de pluies en raison de l'inondation des plaines. A ce titre, les Ordres de Service de suspension et de reprise des travaux seront établis conformément aux dispositions du CCAP.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, établie selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO. Le montant de la dite caution provisoire par lot est contenu dans le tableau ci-dessous.

LOT	DESIGNATION	CAUTIONNEMENT PROVISoire (FCFA)
Lot 1	Surveillance le contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans la localité de Adatz (Baldama).	Trois millions six cent mille (3 600 000)
Lot 2	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et des infrastructures connexes dans la localité de Soukkoungo.	Trois millions trois cent mille (3 300 000)
Lot 3	Surveillance le contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Manguirlda	Trois millions trois cent mille (3 300 000)
Lot 4	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Tchévi	Quatre millions deux cent mille (4 200 000)
Lot 5	Surveillance et contrôle technique des travaux de construction et d'aménagement des ouvrages de retenues d'eau et leurs infrastructures connexes dans la localité de Maboudji	Trois millions six cent mille (3 600 000)

Cette caution provisoire sera valable trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement. Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable notamment l'absence de pièces.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

- les offres administratives et techniques seront ouvertes au 1er étage de l'immeuble abritant les Services du Premier Ministre
- les offres financières seront ouvertes dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix.

14. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation des offres sont les suivants :

1. Critères éliminatoires

1-1-Pièces administratives :

N°	PIECES ADMINISTRATIVES	NOTATION	
		OUI	NON
a	Pièces falsifiée ou non authentiques		
b	Absence ou non-conformité d'une pièce administrative quelconque après le délai de 48 heures après le dépouillement des offres conformément, à l'article 92 alinéa 9 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics		
c	Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres conformément à l'article 90 alinéas 7 et 8 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics		
d	Présence des informations du dossier financier		

1-2-Offre technique :

N°	OFFRE TECHNIQUE	NOTATION	
		OUI	NON
a	Offre incomplète ou pièces non conformes		
b	Fausse déclaration ou documents falsifiés		
c	Note technique inférieure à 70/100		
d	Moins de 30% des experts du personnel clé est de nationalité camerounaise		
e	Non existence dans l'offre technique de la rubrique « organisation, méthodologie et planning »		
f	Absence d'un contrat de sous-traitance avec un laboratoire géotechnique agréé par le MINTP, dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO		
g	Présence des informations du dossier financier		
h	Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le prestataire atteste qu'il n'a pas abandonné de marché ces trois (03) dernières années au Cameroun		

1-3-Offre financière :

N°	OFFRE FINANCIERE	NOTATION	
		OUI	NON
a	Offre financière incomplète pour l'absence d'une des pièces ci-après :		
	- la lettre de soumission signée et timbrée		
	- le Bordereau des Prix Unitaires		
	- le Devis Quantitatif et Estimatif		
	- le Sous-Détail des Prix Unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires		
b	Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié		

2. Critères essentiels

2-1-Offres techniques

Les offres techniques seront notées en fonction des critères essentiels ci-après :

N°	CRITERES	NOTES	
a	Présentation de l'Offre		/05 points
b	Qualification et compétence du personnel clé de la mission		/60 points
c	Références du soumissionnaire		/10 points
d	Moyens techniques et matériels à mettre en place		/15 points
e	Conformité au plan de travail et méthodologie proposées		/10 points
	TOTAL		/100 points

NB : les pièces administratives et techniques signées par les personnalités autres que celles désignées dans le DAO ne seront pas prises en compte.

Le personnel fonctionnaire devra présenter les pièces justificatives de sa mise à disposition.

2-2-Offre financière

A l'issue de l'examen des offres administratives et techniques, seules les offres financières des soumissionnaires qui auront présenté un dossier administratif conforme et obtenu une note technique supérieure ou égale à **70 points sur 100** seront analysées.

La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante : **SF = (100 x Fm) / F**

SF : score financier ; **Fm** : montant de l'offre la moins disante et **F** : montant du soumissionnaire.

La note finale (**NF**) de chaque soumissionnaire sera obtenue de la manière suivante :

Note finale = (70 x note technique + 30 x note financière) / 100.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au DAO. Cette entreprise devra disposer des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et l'offre évaluée la mieux disante, c'est-à-dire ayant obtenu la note finale la plus élevée, calculée selon la formule de pondération sus-indiquée, en incluant le cas échéant les rabais proposés.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plus d'un lot, au titre de cet appel d'offres, à condition de présenter des équipes distinctes de personnel et le matériel requis pour chaque lot.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires du présent Appel d'Offres International Ouvert, restent engagés par leurs offres pendant une période maximale de **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise de l'offre.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent Appel d'Offres peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables, auprès de la Direction de l'Aménagement du Territoire et de la Mise en Valeur des Zones Frontalières (2^{ème} étage Immeuble rose MINEPAT, Porte n°231, Tél : 222 23 36 48,/ 222 23 19 97, E-mail : yepmoujj@yahoo.fr) ou à la Direction des Infrastructures et d'Appui au Développement Régional et Local (2^{ème} étage Immeuble annexe N°2 MINEPAT, Porte n°209, Tél : 222 23 35 81, E-mail : zoudoufe@yahoo.fr).

Corruption et mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

YAOUNDE le 19 Octobre 2018

Le MINISTRE

ALAMINE OUSMANE MEY

COMMUNE DE NTUI

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/C-NTUI/SG/ST/CIPM/2018 DU 04/10/2018 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM. TRONÇON 1 : BIAKOA –VOUNDOU – NGORO (66,50 KM) TRONÇON 2 : NGUILA – VOUNDOU (20,70 KM).

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Maire de la Commune de Ntui, Maître d'Ouvrage lance pour le compte de la Commune de Ntui, un Appel d'Offres National Ouvert pour le contrôle technique et la surveillance des travaux d'entretien de certaines routes communales, Département du Mbam et Kim.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent le contrôle technique, géotechnique, topographique et environnemental ainsi que la surveillance des travaux d'entretien des routes Communales BIAKOA – VOUNDOU – NGORO (66,50 km) et NGUILA – VOUNDOU (20,70km) dans la commune de Ntui, Département du Mbam et Kim, Région du Centre.

Le Cocontractant devra :

Surveiller l'exécution des travaux ;

Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre de toutes les prestations que contient le devis des travaux à exécuter ;

Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux;

Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement;

Veiller à l'établissement des plans de récolement.

Les prestations du titulaire sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3. Cout Prévisionnel

pour un coût prévisionnel de **trente millions neuf cent soixante-dix-huit mille quatre cent neuf (30 978 409) francs CFA.**

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à tous les Bureaux d'Etudes Techniques (BET) de droit camerounais installés au Cameroun et spécialisés dans l'étude, le contrôle technique et la surveillance des travaux d'entretien des routes. Par le présent Avis d'Appel d'Offres, les entreprises intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations **authentiques** qui permettront de retenir celle(s) pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de son dossier.

5. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Ligne Fonds Routier – Programme 2018, en un lot unique, pour un coût prévisionnel de **trente millions neuf cent soixante-dix-huit mille quatre cent neuf (30 978 409) francs CFA.**

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et obtenu auprès du Maître d'ouvrage (Commune de Ntui) sur présentation d'une quittance de reversement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) francs CFA** au Trésor Public (Recette Municipale de Ntui).

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et obtenu auprès du Maître d'ouvrage (Commune de Ntui) sur présentation d'une quittance de reversement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) francs** CFA au Trésor Public (Recette Municipale de Ntui).

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (7) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels devra parvenir dans les Services du Maître d'Ouvrage (Mairie de la Commune de Ntui) à NTUI au plus tard le 23/11/ 2018 à 14 heures précises et devra porter la mention : « **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**

N°001/AONO/C-NTUI/SG/ST/CIPM//2018 DU 04/10/2018 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES, DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM.

TRONÇON 1 : BIAKOA –VOUNDOU – NGORO (66,50 km)

TRONÇON 2 : NGUILA – VOUNDOU (20,70 km). »

« A N'OUVRIER QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de **onze (11) mois calendaires**. Ce délai comprend les périodes des pluies, toutes les intempéries et suggestions diverses et court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie bancaire de soumission) établi, selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement bancaire agréé par le ministère des Finances et d'un montant égal à **six cent vingt mille (620 000) francs CFA**. **L'absence du cautionnement provisoire ou sa non-conformité au modèle joint dans le Dossier d'Appel d'Offres entraîne à l'ouverture, le rejet systématique de l'offre.** Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire de la Lettre commande, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

11. Recevabilité des Offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des dossiers administratif, technique et financière seront irrecevables.

- Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier rang agréée par le Ministère en charge des Finances, valable pendant **trente (30) jours** au-delà du délai de validité des offres.

- Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

- Avant toute élimination de candidats présentant des pièces administratives jugées non conformes aux exigences du DAO, qu'un délai supplémentaire d'au moins 48 heures soit accordé à ces derniers pour, soit fournir des informations complémentaires, soit mener des vérifications supplémentaires sur la validité de la pièce reçue.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres

12. Ouverture des Plis

La Commission Interne de passation des marchés procédera à l'ouverture des plis en deux temps au bureau de la Commission Interne de Passation des Marchés sis à la Mairie de Ntui

1- Le 26/11/ 2018 à 15 heures précises : ouverture des offres administratives et techniques

2- Le 27/11/2018 à 15 heures précises : ouverture des offres financières après analyse des offres techniques par la sous-commission d'analyse.

- Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront une feuille attestant leur présence.

- A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée uniquement pour les soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à 70 points sur 100.

13. Critères d'évaluation

Dossier administratif :

- Dossier incomplet ou pièces non conformes (**Sous réserve des dispositions du point I.1 de la Circulaire N°002/CAB/PM du 31 Janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics**);
- Pièce falsifiée ou non authentique (**la CIPM et le Maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à l'authentification de tout document présentant un caractère douteux**);
- Pièces certifiées ou signées par une personnalité non compétente.

Offre technique:

- Dossier incomplet ou pièces non-conformes ;
- Fausse déclaration, documents falsifiés ou scannés en lieu et place des copies certifiées ou originaux ;
- Note technique inférieure à 70/100 ;
- Un Chef de Mission n'ayant pas les qualifications exigées dans le D.A.O ;
- Pièces certifiées ou signées par une personnalité non compétente.
- Absence d'une Note méthodologique d'exécution des prestations.
- Absence d'un contrat de sous – traitance avec un laboratoire géotechnique agréé dûment complété suivant le modèle de la pièce 9.8 (pour ceux qui n'en dispose pas en leur sein) ou une copie de l'agrément (pour ceux qui en dispose en leur sein);

Offre financière :

- Offre financière incomplète ;
- Pièces non conformes ;
- Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence du sous détail d'un prix unitaire quantifié.

Les offres techniques

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

- Qualification des experts affectés à l'opération sur **34 points**.
- Références du BET sur **12 points** ;
- Moyens techniques et matériels sur **34 points** ;
- Maîtrise du projet sur **20 points**.

Les offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives et de l'évaluation technique seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire pour le lot concerné ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante du lot concerné ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire pour le lot concerné.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100.$$

Attribution de la Lettre commande

Le Maire de la Commune de Ntui, Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre commande au soumissionnaire dont l'offre, qualifiée techniquement, aura été évaluée financièrement **la moins-disante** après vérifications de ses prix et remplissant les capacités financières, techniques et administratives requises résultant des critères dits essentiels ou ceux éliminatoires.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès de la Mairie de la Commune de Ntui.

YAOUNDE le 22 Octobre 2018

Le MAIRE

ONDOBO MONO Jérôme

COMMUNE DE NGOMEDZAP

AVIS DE CONSULTATION DE DEMANDE DE COTATION N°002BIS/DC/C-NGMDZP/CDPM-NS/2018 DU 25 OCTOBRE 2018 CONSTRUCTION DE QUATRE FORAGES POSITIFS ÉQUIPÉS D'UNE POMPE À MOTRICITÉ HUMAINE AU MARCHÉ D'ABANG-AKONGO, À L'ÉCOLE PUBLIQUE D'AGONFEME, EKOUD-BESSANDA ET L'ÉCOLE PUBLIQUE DE NYENGUE, COMMUNE DE NGOMEDZAP, DÉPARTEMENT DU NYONG ET SO'O, RÉGION DU CENTRE.

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , PNDP III (IDA)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Construction de quatre forages positifs équipés d'une pompe à motricité humaine au marché d'Abang-Akongo, à l'Ecole Publique d'Agonfeme, Ekoud-bessanda et l'Ecole Publique de Nyengue, Commune de Ngomedzap, Département du Nyong et So'o, Région du Centre.

2. Consistance des prestations

N/A

3. Cout Prévisionnel

Montant prévisionnel: 34 500 784 FCFA

4. Allotissement

Nombre de lot: 01

5. Participation et origine

La participation à cet appel à la concurrence est ouverte aux entreprises ayant soumis un dossier de demande de préqualification et étant enregistrées par les services régionaux du PNDP dans le domaine d'intervention de l'hydraulique. **La participation à cet appel à concurrence est aussi ouverte à toute entreprise pouvant répondre aux conditions de qualifications administrative, technique et financière telles que définies dans le dossier de demande de cotation.**

Langue de l'offre

L'offre, ainsi que tous les documents qui la composent, doit être rédigée en langue française ou anglaise.

6. Financement

PNDP (IDA III) et Commune de Ngomedzap

7. Consultation du Dossier

Un dossier de demande de cotation incluant les conditions de soumission, un descriptif des travaux et les conditions contractuelles envisagées, est mis à la disposition **par le Maire de la Commune de Ngomedzap, Autorité Contractante** à toute entreprise qualifiée intéressée à exécuter lesdits travaux.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier de demande de cotation peut-être **retiré gratuitement** à la **la Cellule Régionale de Coordination du PNDP Centre ou à la Mairie de Ngomedzap** à partir du **25 OCTOBRE 2018** pendant les jours ouvrables, **entre 08 heures et 15 heures 30 minutes**, dès publication du présent Avis.

9. Remises des offres

Le soumissionnaire placera un (01) original et six (06) copies de son offre dans une enveloppe cachetée adressée au **Maire de la Commune de Ngomedzap (Autorité Contractante)**, à déposer Le 19 OCTOBRE 2018, à 14. heures à la **Déleg**

~~4.2. L'enveloppe cachetée portera la mention :~~



**« AVIS DE CONSULTATION DE DEMANDE DE COTATION
 N° 002BIS/DC/C-NGMDZP/CDPM-NS/2018 DU 25 OCTOBRE 2018 Pour les travaux de Construction de quatre forages positifs équipés d'une pompe à motricité humaine au marché d'Akongo, à l'Ecole Publique d'Agonfeme, Ekoudbessanda et l'Ecole Publique de Nyengue, Commune de Ngomedzap, Département du Nyong et So'o, Region du Centre**

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Date et heure limite de dépôt des offres

Les offres doivent être reçues à l'adresse indiquée dans la Demande de Cotation, avant la date et l'heure fixées dans la Demande de Cotation. Toute offre présentée après l'heure fixée ne sera pas ouverte et sera retournée au soumissionnaire.

Date limite de réception des offres	Le 19 NOVEMBRE 2018 à 14 heures
Lieu de dépôt	Délégation Départementale des marchés Publics du Nyong et So'o à Mbalmayo

10. Délai de Livraison

Délai d'Exécution (en jours calendaires): 120 jours

11. Cautionnement Provisoire

N/A

12. Recevabilité des Offres

N/A

13. Ouverture des Plis

Les plis seront ouverts en séance par la **Commission Départementale des Marchés Publics du Nyong et So'o** en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent, à la date, heure et adresse précisées dans la lettre de Demande de Cotation.

Date et heure d'ouverture des plis	Le 19 NOVEMBRE 2018 à 15 heures
Lieu d'ouverture des plis	Délégation Départementale des marchés Publics du Nyong et So'o à Mbalmayo

Les noms des soumissionnaires et les montants des offres seront lus à haute voix et seront consignés par le secrétaire de la **Commission Départementale des Marchés Publics du Nyong et So'o**, dans un procès-verbal de la

14. Critères d'évaluation

N/A

15. Attribution

N/A

16. Durée Validité des Offres

N/A

17. Renseignements Complémentaires

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants: **673 20 57 25/699 37 07 48**.

YAOUNDE le 25 Octobre 2018

Le MAIRE

NDJIE MVENG Tobias

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE SECTEUR MINIER

**AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET N°:
004/ASMI/CI/PADECE/PPA/UMOP/SPM/10-2018 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL
CHARGE DE LA DEFINITION DE LA SITUATION DE REFERENCE (BASELINE) ET EVOLUTION DES
INDICATEURS DE RESULTATS ET DE LA PREPARATION DU CADRE SUIVI-EVALUATION DU PROJET
D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI (PADECCE)**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Le Gouvernement du Cameroun a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (AID) au titre d'une Avance de Préparation du Projet (APP/PPA) PADECE (Projet d'Appui au Développement des Compétences pour la Croissance et l'Emploi (PADECE), mis en œuvre par l'Unité de Coordination du PRECASEM, et a l'intention d'utiliser une partie du montant, pour effectuer les paiements au titre du contrat de Consultants individuel pour la définition de la situation de référence (Baseline) et évolution des indicateurs de résultats et la préparation du cadre de suivi-évaluation du PADECCE.

Le PADECCE, logé au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), Maître de l'Ouvrage, a pour objectif d'augmenter l'offre et la qualité des compétences requises par le marché du travail, particulièrement dans les secteurs porteurs et d'améliorer la gouvernance et le pilotage du système de développement des compétences au Cameroun, en vue d'une croissance soutenue et inclusive de l'économie.

L'analyse de l'état actuel du capital humain dans l'économie du Cameroun, l'évaluation des besoins des entreprises en main d'œuvre qualifiée, la réalisation des objectifs de croissance, la pression de la demande sur le marché du travail, impose à l'évidence la mise en œuvre d'une politique de formation professionnelle qui tienne compte des défis de l'étape et des enjeux futurs. Les grandes lignes de cette politique ont été clairement énoncées dans le DSCE. Elles n'ont pas toutefois fait l'objet de dispositions pratiques susceptibles d'en assurer la concrétisation.

Le PADECCE vise à proposer des mesures et projets de consolidation du dispositif de développement des compétences et à introduire une meilleure cohérence d'ensemble du fonctionnement du système FPT, et une plus grande efficacité de ses performances.

Pour l'efficacité et l'efficacités de la mise en œuvre conjointe du projet, une importance capitale doit être accordée aux changements à opérer à travers les produits, effets et impacts des interventions en faveur des publics cibles. Il apparaît dès lors nécessaire de circonscrire la situation de référence, afin de disposer des informations et des indicateurs précis sur les différents secteurs concernés par le projet, et d'élaborer un système de suivi-évaluation pour la mise à jour continue des changements et faciliter l'analyse des transformations induites à la fin du projet.

2. Objet

L'objectif global de l'étude est d'établir, en lien étroit avec les acteurs impliqués dans la définition du Projet, une situation de référence détaillée en proposant des valeurs (qualitatives et quantitatives) de référence pour les indicateurs d'impact, d'effets et de résultats conformément à la chaîne de résultats et aux indicateurs retenus pour le Projet dans son ensemble. L'étude sera structurée autour de deux objectifs principaux, à savoir :

- Définir le système de suivi-évaluation du projet qui constituera un cadre pour le suivi des indicateurs des effets et d'impact et documenter la situation de référence desdits indicateurs, incluant la méthodologie de collecte des indicateurs retenus ;
- Définir la situation de référence des indicateurs retenus afin de faire ressortir les données pouvant faciliter les projections de changements et orienter la synergie des agences d'exécution.

La mission de l'Expert est prévue se dérouler sur un délai de trente jours (30) jours calendaires y compris la phase préparatoire, la phase de collecte des données sur le terrain, de traitement et d'analyse des données et celle du rapportage et restitution, au cours du dernier trimestre de 2018.

3. Financement

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.14 ; 3.16 et 3.17 du « **Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs, sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de juillet 2016, révisé novembre 2017, (« le Règlement»)**, relatives aux règles de la Banque en matière de «conflit d'intérêts », sont applicables aux services de Consultant.

4. Remises des offres

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique, au plus tard le **mardi, 12 Novembre 2018 à 13 heures précises**, et devront comporter la mention suivante : « **Sollicitation de Manifestation d'Intérêt, pour le recrutement d'un Consultant Individuel, chargé de la définition de la situation de référence (Baseline) et évolution des indicateurs de résultats et de la préparation du cadre de suivi-évaluation du PADECE** ».

5. Composition du dossier

Le PRECASEM (Unité de Mise en Œuvre du PADECE) invite maintenant les Consultants Individuels « Consultants » éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services, notamment : CV mis à jour, daté et signé ; attestation de disponibilité et copies des références. Les critères de sélection sont les suivants :

- Avoir un niveau d'étude minimum de BAC+5 en sciences économique, les statistiques, la sociologie, l'éducation ou tout autre domaine équivalent ;
- Posséder une formation complémentaire en évaluation des projets ;
- Posséder au moins 10 ans d'expérience avérée dont au moins 05, pertinentes en suivi-évaluation, notamment dans le développement des compétences professionnelles ;
- Posséder au moins deux (02) références pertinentes dans la conduite de missions similaires en taille et en objectif aux présents services y compris ;

Sous réserve des risques de conflit d'intérêts, les Firmes de Consultants intéressées peuvent également proposer des Consultants individuels relevant de leur personnel. Dans ce cas, seules les expériences et qualifications des Consultants individuels seront considérées pour le processus de sélection. L'expérience du Bureau de Consultants ne sera pas prise en compte. Les Bureaux de Consultants sont priés de préciser si le contrat sera signé avec le Bureau ou avec le Consultant proposé.

6. Renseignements Complémentaires

Les Candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes de 09 heures à 14 heures de lundi à vendredi.

L'adresse de contact et de dépôt des Manifestations d'Intérêt est :

Monsieur le Coordonnateur de l'Unité de Coordination du PRECASEM, (Autorité Contractante), B.P. Yaoundé (Cameroun), Bureau situé sis à Mballa 2, rue Dragage, entrée Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), Tel : (+237) 222 20 07 35/ 679 70 13 58/ 699 90 64 91, email : sbossobosso@yahoo.fr, avec copies à masota2006@yahoo.com et minefop.padece@yahoo.com

YAOUNDE le 22 Octobre 2018

Le COORDONNATEUR

MANANGA GUILLAUME SOSTHENE

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE SECTEUR MINIER

**AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET N°:
005/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL
CHARGE D'ELABORER LE MANUEL DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES, FINANCIERES ET
COMPTABLES DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA CROISSANCE
ET L'EMPLOI (PADECCE)**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Le Gouvernement du Cameroun a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (AID) au titre d'une Avance de Préparation du Projet (APP/PPA) **PADECE (Projet d'Appui au Développement des Compétences pour la Croissance et l'Emploi (PADECE))**, mis en œuvre par l'Unité de Coordination du PRECASEM, et a l'intention d'utiliser une partie du montant, pour effectuer les paiements au titre du contrat de **Consultant individuel chargé de l'élaboration d'un Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables du PADECCE.**

Le **PADECCE**, logé au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), Maître de l'Ouvrage, a pour objectif d'augmenter l'offre et la qualité des compétences requises par le marché du travail, particulièrement dans les secteurs porteurs et d'améliorer la gouvernance et le pilotage du système de développement des compétences au Cameroun, en vue d'une croissance soutenue et inclusive de l'économie.

Le projet sera articulé autour de deux principales composantes à savoir :

- Composante 1 : Appui au secteur du développement des compétences ;
- Composante 2 : Renforcement des capacités du secteur et gestion du Projet.

Dans la phase de préparation du projet, il est nécessaire d'élaborer un manuel de procédures décrivant le système et les procédures de gestion administrative, comptable, budgétaire et financière qui devraient être mis en place en vue d'assurer l'exécution efficiente des activités du PADECCE.

2. Objet

Les services du consultant comprennent :

De manière générale : l'élaboration du manuel de procédures d'exécution administratives, financières et comptables relatif du projet ;

3. Consistance des prestations

De manière spécifique : le consultant,

- Prendra connaissance des documents techniques disponibles, les rapports des études de préparation et les aide-mémoires de mission de la Banque Mondiale du PADECCE ;
- Prendra en considération les dispositions particulières de la Banque Mondiale (gestion financière, décaissement et passation des marchés) ;
- Travaillera en collaboration avec les structures impliquées dans la mise en œuvre du projet mais également des autres entités bénéficiaires ;
- Décrira toutes les procédures et méthodes prévues dans le cadre de la passation des marchés conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs, sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de juillet 2016, révisé novembre 2017, (« le Règlement») de la Banque Mondiale ;
- Décrira les procédures nécessaires permettant la bonne tenue des comptes et le maintien des contrôles adéquats sur les actifs du projet (le schéma général du système comptable, les normes comptables générales et spécifiques) appliquées dans la préparation des états financiers, le plan comptable à utiliser, la description du fonctionnement des principaux comptes du Projet, le type, format et contenu des états financiers (ou rapports de gestion), la périodicité de leur production et l'organigramme ;
- S'assurera que le Manuel précise les différents intervenants, leurs rôles et responsabilités ainsi que les mécanismes de contrôle à mettre en œuvre pour la réalisation d'un contrôle interne efficace au PADECCE ;
- Décrira les outils et les bonnes pratiques de gestion ;
- Précisera les procédures de gestion des ressources humaines spécifiques au PADECCE visant à mettre en place un système de contrôle interne et un ensemble de politiques concernant l'embauche, la formation, la rémunération, la discipline, les sanctions, les déplacements, etc. ;
- Décrira la gestion des immobilisations et les procédures prévues à cet effet.

La mission de l'Expert est prévue se dérouler sur un délai de trente jours (30) jours calendaires (non compris les délais de validation des rapports), au cours du dernier trimestre de l'année 2018.

Approche méthodologique et extraits attendus

Le manuel de procédures du projet doit s'inspirer des manuels existants élaborés par la Banque Mondiale dans le cadre du développement des compétences mais également et surtout du manuel standard des procédures administratives comptables et financières développé par le Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), pour les projets sous financement de la Banque mondiale au Cameroun. Il doit ainsi ajuster ledit manuel aux spécificités du projet et à ses besoins en termes de gestion fiduciaires. A ce titre, le consultant mettra un accent particulier à la description détaillée des modalités de gestion relatives aux décaissements sur la base des résultats (DLI) incluant le programme des dépenses éligibles, le dispositif de remboursement et de refinancement, le schéma des flux de trésorerie, etc.

La rédaction du manuel sera conduite sous la supervision de l'Unité de Coordination du PRECASEM (Unité de Mise en Œuvre du PADECCE). La méthodologie présentée par le Consultant sera approuvée par l'équipe de suivi de la mission.

Les extraits attendus se présentent comme suit :

- Un manuel provisoire quinze (15) jours après le début de la mission ;
- Un manuel final trente (30) jours après le début de la mission

Le délai d'approbation des rapports ci-dessus par l'UCP-PADECCE ne devrait pas excéder dix (10) jours.

4. Financement

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.14 ; 3.16 et 3.17 du « **Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs, sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de juillet 2016, révisé novembre 2017, (« le Règlement»)**, relatives aux règles de la Banque en matière de « conflit d'intérêts », sont applicables aux services de Consultant.

5. Remises des offres

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique, au plus tard le mardi, 13 Novembre 2018 à 13 heures précises, et devront comporter la mention suivante : « Sollicitation de Manifestation d'Intérêt, pour le recrutement d'un Consultant Individuel, chargé de l'élaboration d'un Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables du PADECCE ».

6. Composition du dossier

Le Coordonnateur du PRECASEM (Unité de mise en œuvre du PPA-PADECE) invite maintenant les Consultants Individuels « Consultants » éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services, notamment : CV mis à jour, daté et signé ; attestation de disponibilité et copies des références.

Les critères de sélection sont les suivants :

- Avoir un diplôme d'Expert-comptable ou d'un niveau d'étude équivalent et comptabilité et en gestion financière.
- Posséder une formation complémentaire en gestion des projets et en passation des marchés. A défaut d'avoir ces qualifications complémentaires, l'Expert pourrait, le cas échéant, être appuyé par un Spécialiste en passation des marchés expérimenté, ayant une bonne connaissance du nouveau cadre de la passation des marchés de la Banque mondiale de juillet 2016 ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans (10) en élaboration de manuels de procédures, ou en audit de projets. La connaissance des procédures de la Banque Mondiale est indispensable ;
- Posséder au moins trois (03) missions minimum similaires probantes (élaboration du manuel de procédure d'exécution administratives, financières et comptables) au cours des cinq dernières années (2013 à 2017).

Sous réserve des risques de conflit d'intérêts, les Firmes de Consultants intéressées peuvent également proposer des Consultants individuels (Expert-comptable diplômé ou équivalent) relevant de leur personnel. Dans ce cas, seules les expériences et qualifications des Consultants individuels seront considérées pour le processus de sélection. L'expérience du Bureau de Consultants ne sera pas prise en Compte. Les Bureaux de Consultants sont priés de préciser si le contrat sera signé avec le Bureau ou avec le Consultant proposé.

7. Renseignements Complémentaires

Les Candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes de 09 heures à 14 heures de lundi à vendredi.

L'adresse de contact et de dépôt des Manifestations d'Intérêt est :

Monsieur le Coordonnateur de l'Unité de Coordination du PRECASEM, (Autorité Contractante), B.P. Yaoundé (Cameroun), Bureau situé sis à Mballa 2, rue Dragage, entrée Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), Tel : (+237) 222 20 07 35/ 679 70 13 58/ 699 90 64 91, email : sbossobosso@yahoo.fr, avec copies à masota2006@yahoo.com et minefop.padece@yahoo.com

YAOUNDE le 24 Octobre 2018

Le COORDONNATEUR

MANANGA GUILLAUME SOSTHENE

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE SECTEUR MINIER

**AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°:
006/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018 POUR LE RECRUTEMENT DE CERTAINS PERSONNELS : (I)-
ESE/01 : EXPERT SUIVI EVALUATION; (II)- EESH/02 : EXPERT DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES,
SOCIALES, D'HYGIENE ET DE SECURITE ; (III)- SPM/03 : SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES A
L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA
CROISSANCE ET L'EMPLOI (PADECE)**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Le Gouvernement du Cameroun a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (AID) au titre d'une Avance de Préparation du Projet (APP/PPA) PADECE (Projet d'Appui au Développement des Compétences pour la Croissance et l'Emploi (PADECE), mis en œuvre par l'Unité de Coordination du PRECASEM, et a l'intention d'utiliser une partie du montant, pour effectuer les paiements au titre des contrats de Services de Contractuels de certains personnels de l'Unité de Coordination du PADECE.

Le PADECE a pour objectif d'augmenter l'offre et la qualité des compétences requises par le marché du travail, particulièrement dans les secteurs porteurs et d'améliorer la gouvernance et le pilotage du système de développement des compétences au Cameroun, en vue d'une croissance soutenue et inclusive de l'économie.

La gestion du projet sera assurée par une Unité de Coordination du Projet (UCP), placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et qui aura pour mission d'assurer la gestion fiduciaire des fonds extérieurs bilatéraux et multilatéraux dédiés au projet, ainsi que la coordination opérationnelle des activités qui en découlent.

2. Objet

Dans le souci de mettre en place son équipe de mise en œuvre, le PADECE souhaite recruter un certain nombre d'experts clés dont les responsabilités et le profil sont définis dans le présent Avis et dans les termes de référence joints, et qui peuvent être consultés au niveau du PRECASEM, Unité de mise en œuvre des fonds de préparation (PPA) du PADECE. Il s'agit notamment de : (i)- ESE/01 : Expert Suivi Evaluation; (ii)- EESH/02 : Expert des questions Environnementales, Sociales, d'Hygiène et de Sécurité ; (iii)- SPM/03 : Spécialiste en Passation des Marchés:

3. Financement

La procédure de sélection sera conduite conformément aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) - Passation des Marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) et Services de Consultants, Juillet 2016, révisés en novembre 2017.

4. Remises des offres

Les dossiers de candidature en français ou en anglais doivent être déposés à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier ou par courriel électronique au plus tard le **16 Novembre 2018 à 15h**, et devront comporter la mention suivante : « AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°: 006/ASMI/CI/PADECE/PPA/UCP/SPM/10-2018 DU _____ POUR LE RECRUTEMENT DE CERTAINS EXPERTS CLES DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI (PADECE) : REFERENCE ET INTITULES DU POSTE : _____ ».

A l'attention de Monsieur le Coordonnateur, Unité de Coordination du PRECASEM.

5. Composition du dossier

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

- Une lettre de motivation ;
- Un curriculum vitae détaillé, daté et signé ;
- La photocopie certifiée des diplômes mentionnés dans le curriculum vitae (CV) ;
- La preuve de tout travail pertinent précédent réalisé, des liens vers des sites Web, et l'évaluation des travaux antérieurs, mettant en valeur ses expériences et ses compétences en lien avec la consultation.

6. Critères d'évaluation

Le recrutement sera effectué par appel à candidatures et comportera deux (2) phases :

- Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ;
- Une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte approuvée par la Banque Mondiale.

Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

NB : Les candidats ayant le statut de fonctionnaire devront satisfaire aux exigences de la clause 3.14 et 3.21 des Règles susvisées.

7. Renseignements Complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires notamment les Termes de références et le modèle de Curriculum Vitae à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 9h à 14h.

ADRESSE DE CONTACT ET DE DEPOT DES MANIFESTATIONS D'INTERET

Monsieur le Coordonnateur de l'Unité de Coordination du PRECASEM, (Autorité Contractante),
B.P. Yaoundé (Cameroun), Bureau situé sis à Mballa 2, rue Dragage, entrée Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), Tel : (+237) 222 20 07 35/ 679 70 13 58/ 699 90 64 91, email : sbossobosso@yahoo.fr, avec copies à masota2006@yahoo.com et minefop.padece@yahoo.com.

YAOUNDE le 24 Octobre 2018

Le COORDONNATEUR

MANANGA GUILLAUME SOSTHENE

PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE L'ÉDUCATION AU CAMEROUN

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET N°
0043/ASMI/MINEDUB/MINESEC/PAREC/UCP/SPM/010-2018 POUR LE RECRUTEMENT DU
COORDONNATEUR DES THEMATIQUES A INDICATEURS DE DECAISSEMENT (DLIS) ET DU
RESPONSABLE DE SUIVI EVALUATION A L'UNITE DE COORDINATION DU PROGRAMME D'APPUI A LA
REFORME DDE L'ÉDUCATION AU CAMEROUN (PAREC)**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

La Banque Mondiale a octroyé au Gouvernement camerounais, un financement de près de 130 millions USD, géré et mis en œuvre par le Programme d'Appui à la Réforme de l'Éducation au Cameroun (PAREC) sous la présidence du Ministère de l'Éducation de Base. D'une durée de 5 ans, il vise à appuyer la mise en œuvre de sa stratégie sectorielle de l'Éducation et de la Formation par un certain nombre de réformes. Il s'agit notamment d'améliorer l'équité, la qualité et la gouvernance dans le secteur de l'éducation et de la Formation.

Au nombre des principales mesures préconisées figurent le recrutement des Titulaires du Certificat d'Aptitude Pédagogique d'Instituteur de l'Enseignement Maternel et Primaire (CAPIEMP) en qualité d'instituteurs contractualisés, l'approvisionnement des écoles primaires publiques en manuels scolaires essentiels et autres matériels didactiques, la commande de nombreuses études relatives aux réformes envisagées dans le secteur éducatif.

La mise en œuvre de toutes ces activités nécessite le recrutement du personnel clé du programme.

2. Objet

Le présent Avis à manifestation d'intérêt a pour objet le recrutement d'un Coordonnateur des thématiques à indicateurs de décaissement (DLIs) et d'un Responsable de Suivi évaluation au PAREC.

3. Consistance des prestations

Les services du Consultant consistent à recruter :

COORDONNATEUR DES THEMATIQUES A INDICATEURS DE DECAISSEMENT (DLIs)

MISSION :

- Le Coordonnateur des thématiques à indicateurs de décaissement ou Disbursement Linked Indicators (DLIs), travaillant sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion et de Coordination, devra, sur la base du manuel de suivi évaluation, du cadre des résultats, du manuel de procédures et du manuel d'exécution :
- Travailler en étroite collaboration avec les points focaux dont il organisera le travail en vue de l'atteinte des DLIs ainsi qu'avec les différentes administrations partenaires ;
- Jouer auprès des équipes thématiques, un rôle d'alerte, de relance pour disposer à temps, des données et informations relatives à la mise en œuvre des activités et aux progrès des thématiques ;
- Contribuer aux discussions budgétaires en vue de la mise en œuvre des activités ;
- Elaborer un tableau de bord de suivi des activités relatives aux DLIs ;
- Planifier et organiser les opérations de suivi du cadre des résultats année par année, à travers un plan de travail annuel ;
- Assurer un suivi régulier des activités ;
- Collecter, centraliser, analyser et mettre à disposition les résultats des DLIs ;
- Produire des rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels sur la mise en œuvre des DLIs.

4. Financement

le financement des projets d'investissement, Edition de juillet 2016 , et relatives aux règles de la Banque mondiale en matières de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Remises des offres

Les manifestations d'intérêt rédigées en français ou en anglais, doivent être directement déposées à l'adresse indiquée ci-dessous par simple courrier ou par courrier électronique, au plus tard 14 jours à partir de la date de publication du présent avis et devront comporter la mention suivante

« Manifestation d'intérêt pour le recrutement du personnel clé à l'UCP du PAREC) : Préciser le poste ».

6. Composition du dossier

- Etre titulaire d'un diplôme de BAC + 5 au moins, en Sciences de l'Education, en Economie de l'Education, en Planification de l'Education, ou en Statistiques/démographie.
- Disposer de solides compétences en management, gestion et de fortes compétences en organisation, y compris l'Informatique, et les outils de gestion de projet
- Avoir une bonne connaissance du système éducatif camerounais ;
- Avoir une bonne connaissance des indicateurs de décaissements (DLIs) et des modalités y relatives
- Avoir une expérience dans le suivi évaluation des projets à à performance basée sur les résultats ;
- Avoir une expérience pertinente dans le suivi de projets dans le secteur de l'éducation d'au moins cinq ans ;
- Avoir la capacité de travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir un bon contact avec le gouvernement et les acteurs impliqués dans la réalisation des indicateurs liés aux décaissements du projet.

2. RESPONSABLE SUIVI EVALUATION

MISSION :

Le Responsable de suivi évaluation, travaillant sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion et de Coordination, devra, sur la base du manuel de suivi évaluation, du cadre des résultats, du manuel de procédures et du manuel d'exécution :

- Travailler en étroite collaboration avec les responsables des thématiques et/ou des composantes ainsi qu'avec le Coordinateur DLI auprès desquels il jouera un rôle d'alerte, de relance pour disposer à temps, des données et informations relatives à la mise en œuvre des activités et aux progrès des thématiques ;
- Planifier et organiser les opérations de suivi-évaluation, à travers un plan de travail annuel ;
- Tenir un tableau de bord des différentes activités ;
- Assurer un suivi régulier des activités et assurer la mise à jour constante du cadre de résultats
- Appuyer les équipes, collecter, centraliser, analyser et mettre à disposition les résultats desdites opérations ;
- Procéder à des descentes une fois par semestre sur le terrain ;
- Produire des rapports trimestriels, semestriels et annuels sur la mise en œuvre du projet.
- Assurer avec l'équipe la préparation des missions de supervision et revue du projet.
- Collecter les leçons apprises et les bonnes pratiques

PROFIL DU CANDIDAT

- Être titulaire d'un diplôme de BAC + 5 au moins, en Sciences de l'Education, en Economie de l'Education, en Planification de l'Education, ou en Statistiques/démographie et en Sciences sociales.
- Disposer d'une maîtrise avérée de l'outil informatique au service du suivi évaluation, incluant la mise en place et la gestion des bases de données.
- Avoir une bonne connaissance du système éducatif camerounais ;
- Avoir une bonne connaissance des indicateurs de décaissements (DLIs) et des modalités y relatives
- Avoir une bonne connaissance du Financement Basé sur la Performance ;
- Avoir une expérience pertinente en tant que responsable suivi évaluation de projets d'envergure comparable d'au moins cinq ans ;
- Avoir de l'expérience dans la mise en œuvre d'études d'évaluation de projet et d'étude d'impact
- Avoir la capacité de travailler en équipe et sous pression ;
- Une expérience dans le suivi évaluation des projets à DLIs serait un atout ;
- Avoir un bon contact avec le gouvernement et les acteurs impliqués dans la réalisation des activités du projet.

La durée de la mission pour chaque poste est de un (01) an.

7. Critères d'évaluation

Le Coordonnateur Général du PAEQUE chargé de la mise en œuvre du PAREC invite les consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus. Les Consultants intéressés devront fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations. L'Unité de Coordination se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du nouveau cadre de passation des marchés "Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement, Edition de juillet 2016 , et relatives aux règles de la Banque mondiale en matières de conflit d'intérêts sont applicables.

8. Renseignements Complémentaires

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection des consultants individuels (CI) telle que décrite dans le nouveau cadre susmentionné.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures ouvrables entre neuf (09) heures et quinze (15) heures.

L'adresse de contact et de dépôt des manifestations d'intérêt est la suivante :

Monsieur le Coordonnateur Général de l'Unité de Coordination du PAEQUE, Camp-SIC Nlongkak Ex IPAR (ancien PASE) Yaoundé, B.P.: 1600 Yaoundé-Cameroun, Tél: 675 292 949/696 05 01 02; email : atchameni@yahoo.fr, owotsonguene59@yahoo.fr avec copie à oloavenant@yahoo.fr

YAOUNDE le 24 Octobre 2018

Le COORDONNATEUR GÉNÉRAL

TCHAMENI APOLLINAIRE

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

**AVIS D'APPEL A CANDIDATURES N°D13-263/AAC/MINSANTE/CAB/STBP-FM/CNLS/GTC/SP/SGAF/UAP
DU 22 OCT 2018 EN VUE DU RECRUTEMENT DE QUATRE (04) CHAUFFEURS ET TROIS (03) AGENTS
D'APPUI ET D'ENTRETIEN AU GROUPE TECHNIQUE CENTRAL DU COMITE NATIONAL DE LUTTE
CONTRE LE SIDA (GTC/CNLS)**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Dans le cadre du Nouveau Modèle de Financement (NFM) Phase 2 du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, le Ministère de la Santé Publique, à travers le Comité National de Lutte contre le Sida a été sélectionné par l'Instance de Coordination Nationale (ICN) du Cameroun comme l'un des Bénéficiaires Principaux de cette subvention pour la composante prise en charge des PVVIH.

A cet effet, le Groupe Technique Central du Comité National de Lutte contre le Sida (GTC/CNLS) pour les nécessités de service, envisage de recruter, le personnel d'appui devant assurer le bon fonctionnement quotidien.

C'est dans cette logique que le Ministre de la Santé Publique lance un appel à candidatures à l'intention des personnes physiques capables de donner un appui nécessaire au déroulement des activités du GTC/CNLS.

2. Consistance des prestations

A- Poste : CHAUFFEURS

Nombre : quatre (04)

REF : RC001/2018

Lieu d'affectation : Groupe Technique Central du CNLS dont le siège est à Yaoundé.

Durée du contrat

Un Contrat de travail à durée déterminée sera signé avec chauffeurs retenus pour une durée de deux (02) ans éventuellement renouvelables en cas de performance satisfaisante des intéressés et/ou de disponibilité du financement.

Responsabilité :

Placés sous l'autorité du Chef d'Unité Administrative et Personnel du GTC/CNLS, les chauffeurs à recruter auront pour mission principale de conduire et d'entretenir les véhicules du projet qui leur seront confiés.

Spécifiquement, ils seront chargés de :

- Conduire en toute sécurité les véhicules qui lui seront confiés pour le déplacement du personnel du projet dans la ville de Yaoundé, en dehors de la ville et autres missions ;
- Planifier et suivre les visites techniques et les entretiens nécessaires pour le maintien en bon état des véhicules ;
- Tenir correctement et quotidiennement le carnet de bord des véhicules à eux confiés ;
- Signaler et suivre les réparations et les entretiens à effectuer sur les véhicules ;
- S'assurer en permanence que les dossiers administratifs et de police d'assurance sont complets et à jour ;
- Être responsable de l'outillage à bord du véhicule ;
- Être disponible après les heures de service en cas d'urgence et pendant les missions ;
- Veiller à la sécurité de ses passagers et des autres usagers de la route ;
- Veiller au respect des procédures administratives exigées en cas d'accident.

Profil souhaité

Les Candidat(e)s devront :

- Être titulaire d'un permis de conduire de catégorie B et D ;
- Disposer d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la conduite automobile ;
- Avoir une bonne expression écrite et orale en français ou en anglais ;
- Avoir des bonnes dispositions pour le travail en équipe et sous pression ;
- Avoir le sens de l'organisation, des relations, de la tenue et de la courtoisie dans le comportement ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures des bailleurs de fonds est un atout ;
- Avoir la capacité à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Jouir d'une bonne moralité et d'une bonne intégrité professionnelle.

N.B: les candidats Agents de l'Etat (fonctionnaires et contractuels d'administration) du Gouvernement ne sont pas admis à postuler.

B- Poste : AGENTS D'APPUI ET D'ENTRETIEN

Nombre : trois (03)

REF : RC002/2018

Lieu d'affectation : Groupe Technique Central du CNLS dont le siège est à Yaoundé.

Durée du contrat

Un Contrat de travail à durée déterminée sera signé avec les agents d'appui et d'entretien retenus pour une durée de deux (02) ans éventuellement renouvelables en cas de performance satisfaisante des intéressés et/ou de disponibilité du financement.

Responsabilité :

Placés sous l'autorité du Chef d'Unité Administrative et Personnel du GTC/CNLS, les Agents d'Appui et d'Entretien à recruter auront pour mission principale d'assurer en permanence la propriété des locaux et espaces verts du GTC/CNLS et d'accomplir d'autres tâches qui leur seront confiées.

Spécifiquement, ils seront chargés de :

- Assurer quotidiennement et en permanence la propreté des locaux et des bureaux du GTC/CNLS tous les jours ouvrables ;
- Entretien des espaces verts ;
- Assurer la garde et la propreté du matériel et des produits d'entretien ;
- Suivre le planning des travaux d'entretien ;
- Faire les petites courses liées au service ;
- Accomplir les autres tâches à lui confier par la hiérarchie.

Profil souhaité :

Les candidats devront :

- Être titulaire au moins d'un Certificat d'Etudes Primaires (CEP);
- Avoir l'aptitude du travail en équipe ;
- Avoir une bonne capacité de collaborer avec l'ensemble du personnel et des usagers ;
- Être de bonne moralité, honnête et intègre ;
- Jouir de bonnes capacités physiques et mentales.

3. Remises des offres

Chaque dossier de candidature rédigé en français ou en anglais devra parvenir au plus tard **le 23 Novembre 2018 à 15 h minutes, heure locale**, sous pli fermé non identifiable, en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies au Secrétaire Permanent du GTC/CNLS, sis à côté de l'Ecole Publique Camp Bové à Yaoundé ou dans les Groupes Techniques Régionaux de Lutte contre le Sida, sis dans les Chefs-lieux des Régions.
Il devra être transmis dans une enveloppe portant la mention ci-dessous:

« Appel à Candidatures pour le recrutement de (poste et Référence à préciser par le candidat) au Groupe Technique Central du National de Lutte contre le Sida (GTC/CNLS), Financement Fonds Mondial, NMF».

Pour plus d'amples informations, contacter le GTC/CNLS au Tél : 222 23 34 50.

4. Composition du dossier

Les dossiers de candidatures placés dans un pli unique fermé (une enveloppe scellée) devront comprendre :

- Une lettre de motivation comportant le poste sollicité à adresser au Ministre de la Santé Publique ;
- Un Curriculum Vitae détaillé faisant état de la qualification et de l'expérience professionnelle du candidat signé et daté ;
- Une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- Une copie certifiée conforme de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité ;
- Les copies certifiées conformes des diplômes requis, signées par l'autorité administrative compétente ;
- Une attestation de présentation de l'original des diplômes ;
- Une photo d'identité 4x4;
- un extrait de casier judiciaire bulletin n° 3 datant de moins de trois (03) mois ;
- Un certificat médical établi par un médecin exerçant dans une formation sanitaire publique ;
- Les justificatifs de l'expérience professionnelle du candidat (contrats de travail pour les missions similaires, certificats de travail) ;
- Deux (02) adresses des personnes références ;

N.B : Les dossiers incomplets ne seront pas considérés.

I. MODALITES DE SELECTION

Les principales modalités de sélection des candidat(e)s sont les suivantes :

- Etude de dossier de candidature ;
- Entretien avec le jury et test pratique.

YAOUNDE le 22 Octobre 2018

Le Ministre

MAMA FOU

COMMUNAUTE URBAINE DE DOUALA

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET NATIONAL N°22/ASMI/CUD/SG/DARHL/2018 DU 25/10/2018 RELATIF A LA PRESELECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES EN VUE DE LA FOURNITURE DES POLICES D'ASSURANCE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE DOUALA POUR LES EXERCICES 2019 ET 2020

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

N/A

2. Objet

Le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la présélection des compagnies d'assurances locaux devant participer à l'Appel d'Offres Restreint relatif à la souscription des polices d'assurance au profit de la Communauté Urbaine de Douala au titre des exercices budgétaires 2019 et 2020.

3. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter, regroupées en quatre (04) lots consistent à la mise en place :

A/. D'une police d'assurance maladie, assistance, évacuation sanitaire et frais funéraires des personnels : Agents décisionnaires, Agents de maîtrise et Cadres :

Lot 1 : Santé du Personnel

Il s'agit de couvrir :

- les Agents décisionnaires : Agents, Conjoints et Enfants ;
- les Agents de Maîtrise : Agents, Conjoints et Enfants ;
- les Cadres : Cadres, Conjoints et Enfants.

Les prestations ci-après sont concernées :

- Consultations et visites médicales ;
- Frais pharmaceutiques ;
- Hospitalisations ;
- Frais d'analyses biologiques médicales ;
- Frais d'actes de spécialités ;
- Frais de trithérapie ;
- Frais de transfert de malade ;
- Frais de soins médicaux ;
- Sanatorium et Préventorium ;
- Echographies ;
- Radiologie et Imagerie médicale ;
- Frais de rééducation ;
- Couverture du SIDA et autres maladies chroniques ;
- Soins dentaires et prothèses ;
- Lunetteries ;
- Evacuation sanitaire et rapatriement de corps (Personnel Cadres) ;
- Maternité (frais pré, pendant et post natal).

B/. D'une police d'assurance maladie, assistance, évacuation sanitaire et frais funéraires des Organes dirigeants.

Lot 2 : Santé des Organes Dirigeants



Il s'agit ici de couvrir le Délégué du Gouvernement, ses Adjointes, le Secrétaire Général, le Chef de Cabinet et leurs conjoints ainsi que les Grands Conseillers, pour les prestations ci-après :

- Consultations et visites médicales ;
- Frais pharmaceutiques ;
- Hospitalisations ;
- Frais d'analyses biologiques médicales ;
- Frais d'actes de spécialités ;
- Frais de trithérapie ;
- Frais de transfert de malade ;
- Frais de soins médicaux ;
- Sanatorium et Préventorium ;
- Echographies ;
- Radiologie et Imagerie médicale ;
- Frais de rééducation ;
- Couverture du SIDA et autres maladies chroniques ;
- Soins dentaires et prothèses ;
- Lunetteries ;
- Evacuation sanitaire et rapatriement de corps ;
- Maternité (frais pré, pendant et post natal).

C/. D'une police d'assurance Automobile

Lot 3 : Automobile

Il s'agit de couvrir :

Une flotte de Camions et Engins lourds en :

- Responsabilité Civile/ RTI.
- Défense recours ;
- Incendie ;
- IPT ;
- Vol partiel, vol.

Une ancienne flotte de véhicules en :

- Responsabilité Civile/ RTI.
- Défense recours ;
- Tierce collision ;
- Bris de glace ;
- Incendie ;
- Vol partiel, vol
- IPT.

Une nouvelle flotte de véhicules en :

- Responsabilité Civile/ RTI.
- Défense recours ;
- Tierce collision ;
- Bris de glace ;
- Incendie ;
- Vol partiel, vol
- IPT.

Une flotte de motocyclettes en :

- Responsabilité Civile/RTI.
- Défense recours ;
- IPT ;
- Vol.

D/. D'une police d'assurance en vue de couvrir les bâtiments et propriétés de la Communauté Urbaine de Douala

Lot 4 : Globales Dommages

Il s'agit de couvrir tous les bâtiments à usage de bureau et d'habitation appartenant à la Communauté Urbaine de Douala, ainsi que leur contenu, en risques d'incendie et annexes, vol par effraction, dégâts des eaux, bris de glace et tous les risques informatiques.

4. Participation et origine

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI) est ouvert aux compagnies d'assurances locales à l'exclusion des entreprises se trouvant sous le coup d'une suspension suite à la résiliation d'un marché, en application de l'article 184 du Code des Marchés Publics.

5. Remises des offres

Les dossiers de candidature rédigés, en français ou en anglais et en Six (06) exemplaires dont Un (01) original et Cinq(05) copies marqués comme tels, seront remis sous pli fermé et scellé à l'adresse suivante :

Communauté Urbaine de Douala

Division des Marchés Publics

B.P. 43 Douala

Tél. (237) 233 42 15 09 – Fax : (237) 233 42 69 50

Au plus tard le **14/10/2018** à **12h00**, heure locale, avec la mention :

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°022/ASMI/CUD/SG/DARHL/2018 DU 25/10/2018 POUR LA PRESELECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES EN VUE DE LA FOURNITURE DES POLICES D'ASSURANCE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE DOUALA – EXERCICES 2019 ET 2020

6. Composition du dossier

Les Entreprises intéressées devront fournir un dossier Administratif et un dossier technique.

Le Dossier Administratif (Enveloppe A)

Les pièces administratives suivantes devront, sous peine de rejet, être impérativement produites en originaux ou copies légalisées par l'Autorité émettrice, datant de moins de trois (03) mois.

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée à 1500 FCFA faisant connaître les noms, prénoms et qualité du signataire ;
- une copie certifiée conforme de l'agrément d'exercice de la profession d'assurance dans la branche concernée ;
- Une copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère en charge des Finances ;
- Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par les services compétents de l'ARMP ;
- une attestation de non redevance signée des services compétents des Impôts, certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours ;
- un registre de commerce ;
- une attestation de la CNPS.
- un plan et une attestation de localisation certifiés et en cours de validité ;
- Une Copie de l'attestation d'adhésion au Code CIMA.

L'absence ou la non validité de l'un de ces documents entrainera l'élimination de la candidature.

Dossier Technique (Enveloppe B)

a) les références du soumissionnaire en général :

Les candidats présenteront leurs références ci-dessous détaillées qui devront être justifiées par les pièces suivantes :

- Le nom du Maître d'Ouvrage ;
- Les copies de huit(08) contrats signés dans divers domaines (première et dernière page) ;
- Le lieu d'exécution du projet ;
- Le certificat de bonne fin délivrée par le Maître d'Ouvrage ;

b) les références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires.

- Son chiffre d'affaires annuel moyen des trois dernières années :
 - Pour le risque concernant la maladie, chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard FCFA ;
 - Pour l'automobile, chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard FCFA ;
 - Pour le Global dommage, chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard FCFA.

c) Description détaillées des garanties offertes ;

d) Modalités de mise en jeu des garanties ;

e) Couverture en réassurance dans la branche concernée ;

f) Certification ISO 9001/2015 ;

g) Couverture de la marge de solvabilité ;

h) Couverture des engagements réglementés.

7. Critères d'évaluation

Le dossier technique sera évalué sur la base des critères suivants :

N°	Critères d'évaluation du dossier technique	Points	
1	Présentation générale de l'Offre	05	
2	Références générales du soumissionnaire :	20	
	<ul style="list-style-type: none"> Copies de 8 contrats en cours d'exécution de plus de 300 millions FCFA de primes 		12
	<ul style="list-style-type: none"> Certificats de bonne exécution de chacun des 8 contrats susvisés 		8
3	Référence spécifiques du soumissionnaire : Chiffre d'affaires annuel moyen des trois dernières années	10	
	<ul style="list-style-type: none"> Chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2 milliards FCFA 		10
	<ul style="list-style-type: none"> Chiffre d'affaires compris entre 1,5 milliard et 1 milliard FCFA 		5
	<ul style="list-style-type: none"> Chiffre d'affaires inférieur à 1 milliard FCFA 		0
4	Description détaillée des garanties offertes	10	
5	Modalités de mise en œuvre des garanties	10	
6	Couverture de réassurance	10	
7	Certification ISO 9001/2015	5	
8	Couverture de la marge de solvabilité (MS)	15	
	<ul style="list-style-type: none"> Couverture moyenne sur les trois dernières années (2015, 2016 et 2017) supérieure à 250% ; 		15
	<ul style="list-style-type: none"> Couverture moyenne sur les trois dernières années (2015, 2016 et 2017) compris entre 201 et 250% ; 		10
	<ul style="list-style-type: none"> Couverture moyenne sur les trois dernières années (2015, 2016 et 2017) compris entre 100 et 200% ; 		5

9	Couverture des engagements réglementés (ER)	15
	<ul style="list-style-type: none"> Couverture moyenne sur les trois dernières années (2015, 2016 et 2017) supérieure à 150% ; 	15
	<ul style="list-style-type: none"> Couverture moyenne sur les trois dernières années (2015, 2016 et 2017) compris entre 131 et 150% ; 	10
	<ul style="list-style-type: none"> Couverture moyenne sur les trois dernières années (2015, 2016 et 2017) compris entre 100 et 130% ; 	5

N.B. : Seuls les candidats ayant totalisé à l'issue de cette évaluation, une note supérieure ou égale à soixante dix (70) points sur cent (100), seront pré-qualifiés.

8. Renseignements Complémentaires

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires au sujet des documents de référence auprès de la Direction de l'Administration des Ressources Humaines et de la Logistique de la Communauté Urbaine de Douala, sise à BONANJO, Hôtel POCHARD à Douala, aux heures ouvrables entre 08 heures et 15 heures 30.

9. Evaluation et publication des resultats

Les Compagnies d'assurance retenues à l'issue de cette évaluation, seront consultées dans le cadre d'Appel d'Offre Restreint subséquent pour lequel le présent Avis à Sollicitation est élaboré.

DOUALA le 25 Octobre 2018

Le DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT

NTONE NTONE DR. Fritz

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMMUNIQUE N° D13-264/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2018 DU 23 OCTOBRE 2018 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°D13-234/AONR/MINSANTE/CSPM-CNLS/18 DU 24 SEPTEMBRE 2018 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DES COMPTES DES ANNEES 1 ET 2 DU PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA FINANCES PAR L'ACCORD DE DON CENTERS FOR DISEASE CONTROL AND PREVENTION/PRESIDENT'S EMERGENCY PLAN FOR AIDS RELIEF (DCD/PEPFAR). FINANCEMENT CDC/PEPFAR

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage communique :

Les soumissionnaires à l'Appel d'Offres National Ouvert ci-dessus mentionné, sont informés que la date limite de dépôt et d'ouverture des offres dudit Appel d'Offres, initialement prévue le mercredi 24 octobre 2018, est reportée au mercredi 07 novembre 2018 aux mêmes heures et lieux indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.

Le reste sans changement.

YAOUNDE le 23 Octobre 2018

Le *MINISTRE*

MAMA FOU DA André

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON

COMMUNIQUE 7014/18/DG/DAG/DAMP/SMP PORTANT CLOTURE DE L'ACTUEL COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE (C.A.S) DE L'ARMP ET OUVERTURE D'UN NOUVEAU

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la SODECOTON porte à la connaissance des potentiels soumissionnaires aux appels d'offres lancés par sa structure que par note n°0246/L/ARMP/CRRMP/CCR/CSAF/bnc/18 du 12 octobre 2018, l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) porte à notre connaissance que le compte BICEC n° **335 988 70001-14** **est clôturé.**

Les acquisitions des dossiers d'appels d'offres devront désormais se faire au compte BICEC N° **97568660001-28.**

Le reste sans changement.

Meilleures salutations.

GAROUA le 18 Octobre 2018

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

MOHAMADOU BAYERO

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

COMMUNIQUE DE PRESSE N°027/CP/MINTOUL/SG/DAG/SDBMM/SM DU 24 OCTOBRE 2018 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT CONCERNANT LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N°028/AONO/MINTOUL/CIPM/2018 DU 25 SEPTEMBRE 2018 RELATIF À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX POUR LA FINALISATION DE LA CONSTRUCTION ET DE L'ÉQUIPEMENT D'UN HÔTEL TROIS ÉTOILES (3*) À EBOLOWA.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Conformément aux dispositions du dossier d'Appel d'Offres susvisé, financé dans le cadre du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2018, et sur proposition d'attribution de la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère du Tourisme et des Loisirs, le résultat se présente ainsi qu'il suit :

N°	Dossier d'Appel d'Offres	Lieu d'exécution	Entreprise	Montant TTC corrigé en FCFA	Délai d'exécution
1	N°028/AONO/MINTOUL/CIPM/2018 du 25 septembre 2018 relatif à la maîtrise d'œuvre des travaux pour la finalisation de la construction et de l'équipement d'un hôtel trois étoiles (3*) à Ebolowa	Ebolowa	Groupement ENSERBAT TP/ENGINEERING PROVIDER, BP: 11366 Yaoundé	93 050 775	Six (06) mois

Le Mandataire de ce groupement d'entreprises est prié de se présenter dès diffusion du présent communiqué à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics), porte 210, pour la suite de la procédure.

Ce communiqué tient lieu de main-levée de caution pour toutes les entreprises ayant participé à cette consultation. Par ailleurs, les sociétés qui n'ont pas été retenues peuvent passer retirer leurs soumissions sous-quinzaine. Faute de quoi, elles seront détruites.

YAOUNDE le 24 Octobre 2018

Le **MINISTRE D'ÉTAT**

MAIGARI BELLO BOUBA

COMMUNE DE NGANHA

COMMUNIQUE DES RESULTATS

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Maire de la Commune de Ngan-Ha, Autorité Contractante, Communique que la Lettre-commande relative à la Demande de cotation N°03/DC/C. NGANHA/CIPM/2018 du 26 septembre 2018 sous financement BIP, MINEDUB 2018 pour la Livraison des fournitures pédagogiques et scolaires/Paquets minima des écoles dans la Commune de Ngan-Ha est attribuée aux ETS ABDOURAMAN, B.P : 322 Ndéré, Tel : 699 00 06 22 pour un montant TTC de 10 414 855 (Dix millions quatre cent quatorze mille huit cent cinquante-cinq) francs CFA avec un délai d'exécution de Trente (30) Jours.

Ladite entreprise est invitée à prendre attache avec le Secrétariat Général de la Commune de Ngan-Ha Tél. : 674 64 26 68 dès diffusion du présent communiqué pour la suite de procédure.

NGANHA le 18 Octobre 2018

Le MAIRE

NANA MISSA

COMMUNE DE NGANHA

COMMUNIQUÉ DES RESULTATS

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Maire de la Commune de Ngan-Ha, Autorité Contractante, Communique que les Lettres-commandes relatives à la Demande de cotation N°04/DC/C.NGANHA/CIPM/2018 du 26 septembre 2018 pour l'exécution des travaux de cantonnage sur certains tronçons de route du réseau routier national bitumé dans la Commune de Ngan-Ha (Lot 1 et 2) sous financement BUDGET MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICES 2018 ET SUIVANTS sont attribuées comme suit :

N°	PROJETS ET LOCALITE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TTC(FCFA)	DELAI D'EXECUTION
1	Travaux de cantonnage sur certains tronçons de route du réseau routier national bitumé dans la Commune de Ngan-Ha (Lot 1 : Tri de N20 : Ngaoundéré -Touboro - Frt Tchad, du PK 0+000 au PK 31+000 (31,00km))	ETS MASSA, Tél. : 676 20 41 04/699 64 99 13	19413 911	06 mois
2	Travaux de cantonnage sur certains tronçons de route du réseau routier national bitumé dans la Commune de Ngan-Ha (Tr2 de N20 : Ngaoundéré -Touboro - Frt Tchad, du PK 31+000 au PK 61+000 (30,00km))	ETS MASSA, Tél. : 676 20 41 04/699 64 99 13	19 249 550	06 mois

Ladite entreprise est invitée à prendre attache avec le Secrétariat Général de la Commune de Ngan-Ha dès diffusion du présent communiqué pour la suite de procédure.

NGANHA le 18 Octobre 2018

Le MAIRE

NANA MISSA

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**COMMUNIQUE N° 020 /C/FEICOM/DG DU 22 OCTOBRE 2018 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS
DE LA DEMANDE DE COTATION N°008/DC/FEICOM/CIPM/2018 DU 30 AOUT 2018 POUR L'ACQUISITION
D'EQUIPEMENT DE RACCORDEMENT INFORMATIQUE AU FEICOM**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM), Communiqué :

Par décision N° 020 /D/FEICOM/DG du 22 OCTOBRE 201 L'entreprise ci-après, a été déclarée adjudicataire de la lettre-commande relative à la Demande de Cotation sus citée.

ADJUDICATAIRE	PROPOSITION FINANCIERE TTC (FCFA)	DELAI D'EXECUTION
L'ENTREPRISE INFOGENIE TECHNOLOGIE BP : 14950 Yaoundé	DIX NEUF MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE DEUX MILLE CENT QUATRE VINGT HUIT (19.962.188) francs CFA TTC	Dix-huit (18) Jours

Le responsable de ladite entreprise est invité dès publication du présent communiqué, à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM à retirer la décision d'attribution de la lettre-commande. En outre, l'adjudicataire a 72 heures pour souscrire à ladite lettre-commande.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine dès parution du présent communiqué, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'ARMP.

Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 22 Octobre 2018

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Camille Philippe

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

DECISION N°020/D/FEICOM/DG/ DU 22 OCTOBRE 2018 PORTANT ATTRIBUTION DE LA DEMANDE DE COTATION POUR ACQUISITION D'EQUIPEMENTS DE RACCORDEMENT INFORMATIQUE AU FEICOM

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi N°92/007 du 14 août 1992 portant Code du Travail ;

Vu la loi N°2017/010 du 12 Juillet portant Statut Général des Etablissements Publics ;

Vu le décret N°2000/365 du 11 décembre 2000 portant réorganisation du FEICOM, modifié et complété par le décret N°2006/182 du 31 mai 2006 ;

Vu le décret N°2006/299 du 20 septembre 2006 portant nomination de Monsieur **AKOA PHILIPPE CAMILLE** Directeur Général du FEICOM ;

Vu le décret N° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Demande de Cotation N°008/DC/FEICOM/CIPM/2018 du 30 Août 2018 pour l'acquisition d'équipements de raccordement informatique au FEICOM

DECIDE:

Article 1er : L'ENTREPRISE INFOGENIE TECHNOLOGIE BP : 14950 Yaoundé, TEL : (+237) 222 205 671 –FAX/ 222 234 616 est déclarée adjudicataire de la Demande de Cotation N°008/DC/FEICOM/CIPM/2018 du 30 Août 2018 pour l'acquisition d'équipements de raccordement informatique au FEICOM, pour un montant de **DIX NEUF MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE DEUX MILLE CENT QUATRE VINGT HUIT (19.962.188) francs CFA TTC** et pour un délai d'exécution de **dix-huit (18) jours**, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 2 : Le Responsable de ladite entreprise est invité à se présenter à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine (Services des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM pour l'établissement de la lettre-commande y afférente.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 22 Octobre 2019

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Camille Philippe

AEROPORTS DU CAMEROUN SA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N°01/AOIR/ADC/CSPM/2018 DU 22/05/2018 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA CONCEPTION, INGENIERIE ET REALISATION DES TRAVAUX DE RECONFIGURATION DE L'AEROGARE PASSAGERS DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE DOUALA.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1 Remises des offres

Au lieu de ...

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en huit (08) exemplaires dont un (01) original, sept (07) copies marqués comme tels plus la version électronique, devra parvenir sous plis fermé, sous peine de rejet, au **Service des Marchés** de la société Aéroports Du Cameroun S.A., sis à l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen, au plus tard le **17/10/2018 à 11 heures**, et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° 01/AOIR/ADC/CSPM/2018 DU 22/05/2018 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA CONCEPTION, L'INGENIERIE ET LA REALISATION DES TRAVAUX DE RECONFIGURATION ET DE RENOVATION DE L'AEROGARE PASSAGERS DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE DOUALA

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Lire plutot

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en huit (08) exemplaires dont un (01) original, sept (07) copies marqués comme tels plus la version électronique, devra parvenir sous plis fermé, sous peine de rejet, au **Service des Marchés** de la société Aéroports Du Cameroun S.A., sis à l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen, au plus tard le **19/12/2018 à 11 heures**, et devra porter la mention : **APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° 01/AOIR/ADC/CSPM/2018 DU 22/05/2018 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA CONCEPTION, L'INGENIERIE ET LA REALISATION DES TRAVAUX DE RECONFIGURATION ET DE RENOVATION DE L'AEROGARE PASSAGERS DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE DOUALA**
« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

2 Ouverture des Plis

Au lieu de ...

Il sera procédé à l'ouverture des offres en deux temps. Il sera procédé dans un premier temps à l'ouverture de l'enveloppe contenant le Dossier Administratif et l'offre technique le **17/10/2018 à 12 heures** par la Commission Spéciale de Passation des Marchés de la Société Aéroports Du Cameroun S.A dans la salle de réunions de l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen. Dans un second temps, et après notification aux soumissionnaires des résultats de l'évaluation des offres techniques, il sera procédé à l'ouverture de l'enveloppe contenant l'offre financière pour les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise. La date de cette deuxième séance d'ouverture sera communiquée ultérieurement aux soumissionnaires. Seuls les soumissionnaires peuvent assister aux séances d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dument mandatée.

Lire plutot

Il sera procédé à l'ouverture des offres en deux temps. Il sera procédé dans un premier temps à l'ouverture de l'enveloppe contenant le Dossier Administratif et l'offre technique le **19/12/2018 à 12 heures** par la Commission Spéciale de Passation des Marchés de la Société Aéroports Du Cameroun S.A dans la salle de réunions de l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen. Dans un second temps, et après notification aux soumissionnaires des résultats de l'évaluation des offres techniques, il sera procédé à l'ouverture de l'enveloppe contenant l'offre financière pour les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise. La date de cette deuxième séance d'ouverture sera communiquée ultérieurement aux soumissionnaires. Seuls les soumissionnaires peuvent assister aux séances d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dument mandatée.

YAOUNDE le 3 Octobre 2018

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

OWONA ASSOUMOU Thomas

COMMUNE DE BONALÉA

ADDITIF N°01/A/C-BONALEA/M/2018 DU 19/10/2018 AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°03/AONO/C-BONALEA/CIPM/2018 DU 03 OCTOBRE 2018 POUR LES TRAVAUX DE CANTONNAGE DES TRONCONS DE ROUTES BITUMÉES CARREFOUR KAKE-MANGAMBA (21,50 KM) ET NDOULOU-BWAPAKI (3,50 KM), DANS LA COMMUNE DE BONALEA, DEPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL (EN PROCEDURE D'URGENCE) LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BONALÉA, AUTORITÉ CONTRACTANTE, INFORME LES POTENTIELS SOUMISSIONNAIRES À L'APPEL D'OFFRES SUS-RAPPELÉ DES RECTIFICATIONS CI-APRÈS :

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1	Delai de Livraison
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de quarante cinq (45) jours calendaires à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou de la date indiquée dans ledit ordre de service.</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt dix (90) jours calendaires à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou de la date indiquée dans ledit ordre de service.</p>

2	Remises des offres
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Secrétariat du Maire de la Commune de Bonaléa, B.P. 94 Nkapa ; Tel : 652 02 68 57 / 699 91 90 24 / 696 32 48 59, au plus tard le 23/10/2018 à 12 heures, heure locale, et devra porter la mention :</p> <p style="text-align: center;">«AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°03/AONO/C-BONALEAKIPM/2018 DU 03 OCT 2018 POUR LES TRAVAUX DE CANTONNAGE DES TRONCONS DE ROUTES BITUMÉES CARREFOUR KAKE-MANGAMBA (21,50 KM) ET NDOULOU-BWAPAKI (3,50 KM), DANS LA COMMUNE DE BONALEA, DEPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Secrétariat du Maire de la Commune de Bonaléa, B.P. 94 Nkapa ; Tel : 652 02 68 57 / 699 91 90 24 / 696 32 48 59, au plus tard le 01/11/2018 à 12 heures, heure locale, et devra porter la mention :</p> <p style="text-align: center;">«AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°03/AONO/C-BONALEAKIPM/2018 DU 03 OCT 2018 POUR LES TRAVAUX DE CANTONNAGE DES TRONCONS DE ROUTES BITUMÉES CARREFOUR KAKE-MANGAMBA (21,50 KM) ET NDOULOU-BWAPAKI (3,50 KM), DANS LA COMMUNE DE BONALEA, DEPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p>

3 Ouverture des Plis

Au lieu de ...

L'ouverture des plis se fera en un temps, le **23/10/2018 à 13 heures**, heure locale, par la Commission interne de passation des marchés auprès de la Commune de Bonaléa, à la Mairie de Bonaléa.
Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Lire plutot

L'ouverture des plis se fera en un temps, le **01/11/2018 à 13 heures**, heure locale, par la Commission interne de passation des marchés auprès de la Commune de Bonaléa, à la Mairie de Bonaléa.
Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Le reste sans changement.

BONALEA le 19 Octobre 2018

Le MAIRE

BELLE TITI

COMMUNE DE BERTOUA 1ER

ADDITIF RECTIFICATIF N°1 RÉLATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/AONO/C.BTA 1ER/CDPMP- LD/2018 DU, POUR LA MAITRISE D'OEUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SIX (06) BLOCS DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE, DEUX (02) BLOCS ADMINISTRATIFS, SIX (06) BLOCS LATRINES A SIX (06) COMPARTIMENTS DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE DE BERTOUA DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM, REGION DE L'EST

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1 Critères d'évaluation

Au lieu de ...

1. a. Critères éliminatoires:

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- Absence de la caution de soumission;
- fausse déclaration ou pièces falsifiées;
- note technique inférieure à 70 point sur 100
- absence d'un prix unitaire quantifié ;

1. b. Critères essentiels:

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur:

- références de l'entreprise dans le domaine des prestations similaires ;
- moyens matériels et logistiques ;
- expériences du personnel, notamment celle du Chef de mission dans les prestations similaires ;
- chiffre d'affaire et la capacité financière de l'Entreprise,
- méthodologie d'exécution des prestations ;
- planning d'exécution des prestations ;
- suggestions du Consultant.

N.B : Seules les offres techniquement acceptables (**Note technique supérieure ou égale à 70%** seront retenues pour l'évaluation financière).

1	Critères d'évaluation
	<p>Lire plutot</p> <p>Lire plutôt : <u>NB</u>: Seules les offres techniquement acceptables (Note technique supérieure ou égale à 70/100 seront retenues pour l'évaluation financière).</p>
2	Attribution
	<p>Au lieu de ...</p> <p>La Lettre-Commande à élaborer sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre:</p> <p>1- administrative sera jugée conforme ;</p> <p>2- technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70% ;</p> <p>3- financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sous-détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la moins disante.</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>La Lettre-Commande à élaborer sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre:</p> <p>1- administrative sera jugée conforme ;</p> <p>2- technique sera Jugée conforme et aura reçu une note supérieur ou égal à 70/100 ;</p> <p>3- financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sousdétails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la mieux disante.</p>

BERTOUA le 23 Octobre 2018

Le MAIRE

BEMBELL D'IPACK OLIVIER CROMWELL

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**ADDENDUM AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°
011/AONO/CIPM/FEICOM/2018 POUR LES ETUDES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES PARC
D'ENGINS INTERCOMMUNAUUX DE GENIE CIVIL ET D'HYDRAULIQUE PORTANT REPORT DE LA DATE
D'OUVERTURE DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES SUS CITÉ.**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

1	Ouverture des Plis
	<p>Au lieu de ...</p> <p>L'ouverture des Offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.</p> <p>L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 24 Octobre 2018 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM dans la salle de réunion de la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.</p> <p>Celle des Offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 75%. L'ouverture des offres financières se fera après évaluation des offres administratives et techniques</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>L'ouverture des Offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.</p> <p>L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 31 OCTOBRE 2018 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM dans la salle de réunion de la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.</p> <p>Celle des Offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 75%. L'ouverture des offres financières se fera après évaluation des offres administratives et techniques</p>

YAOUNDE le 24 Octobre 2018

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Camille Philippe

COMMUNE DE BONALÉA

COMMUNIQUE N°04/C-AO/C-BONALEA/M/2018 RELATIF AU REPORT DE L4 DATE DU DEPOT ET D'OUVERTURE DES OFFRES DE L'AVIS DE CONSULTATION N°04/AC/C-BONALEA/CIPM/2018 DU 03 OCTOBRE 2018. LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BONALÉA, AUTORITÉ CONTRACTANTE, PORTE À LA CONNAISSANCE DES ENTREPRISES INTÉRESSÉES PAR L'AVIS DE CONSULTATION N°04/AC/C-BONALEA/CIPM/2018 DU 03 OCTOBRE 2018 POUR LA FOURNITURE DU PAQUET MINIMUM DES ÉCOLES DE LA COMMUNE DE BONALÉA, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, RÉGION DU LITTORAL,

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

1	Remises des offres
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Secrétariat du Maire de la commune de Bonaléa, au plus tard le 23/10/2018 à 12 heures (heure limite) et devra porter la mention:</p> <p style="text-align: center;">« AVIS DE CONSULTATION N°04/AC/C-BONALEA/CIP111/2018 DU 03/10/2018 POUR LA FOURNITURE DU PAQUET MINIMUM DES ECOLES DE LA COMMUNE DE BONALEA, DEPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Secrétariat du Maire de la commune de Bonaléa, au plus tard le 01/11/2018 à 12 heures (heure limite) et devra porter la mention:</p> <p style="text-align: center;">« AVIS DE CONSULTATION N°04/AC/C-BONALEA/CIP111/2018 DU 03/10/2018 POUR LA FOURNITURE DU PAQUET MINIMUM DES ECOLES DE LA COMMUNE DE BONALEA, DEPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p>

2	Ouverture des Plis
	<p>Au lieu de ...</p> <p>L'ouverture des plis aura lieu le 23/10/2018 à 13 heures et se fera en un temps par la Commission interne de passation des marchés auprès de la Commune de Bonaléa, à la Mairie de Bonaléa. Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une bonne connaissance de son offre.</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>L'ouverture des plis aura lieu le 01/11/2018 à 13 heures et se fera en un temps par la Commission interne de passation des marchés auprès de la Commune de Bonaléa, à la Mairie de Bonaléa. Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une bonne connaissance de son offre.</p>

BONALEA le 19 Octobre 2018

Le MAIRE

BELLE TITI

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DE LA LEKIE

DEMANDE DE COTATION N°001/DC/CO-PNDP/J03.04/SG/CDPM-LK/2018 DU 28/09/2018 DE REFERENCE INITIALE N° 002/DC/MINMAP/DRCE/DDMAP-LK/COM-OKOLA PNDP/CDPM/2018 DU 18/06/2018 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN (01) BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSES EQUIPEES DE TABLES BANCS ET D'UN (01) BLOC DE DEUX LATRINES À L'ECOLE PUBLIQUE DE NYEMEYONG, COMMUNE D'OKOLA, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE. ADDITIF N° 001 :

[Télécharger la pièce d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1	Remises des offres				
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Les offres doivent être reçues à l'adresse indiquée dans la Demande de Cotation, avant la date et heure fixées dans la Demande de Cotation. Toute offre présentée après l'heure fixée ne sera pas ouverte et sera retournée au soumissionnaire.</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">Date et heure limite de réception des offres</td> <td>Le 17/07/2018, à 14 heures précises</td> </tr> <tr> <td>Lieu de dépôt</td> <td>Préfecture de Monatéle</td> </tr> </table>	Date et heure limite de réception des offres	Le 17/07/2018, à 14 heures précises	Lieu de dépôt	Préfecture de Monatéle
Date et heure limite de réception des offres	Le 17/07/2018, à 14 heures précises				
Lieu de dépôt	Préfecture de Monatéle				
	<p>Lire plutot</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">Date et heure limite de réception des offres</td> <td>Le 02/11/2018, à 11 heures précises à NKOL-AFAM (PRODIGES HOTEL, sue la route de MFOU)</td> </tr> </table>	Date et heure limite de réception des offres	Le 02/11/2018, à 11 heures précises à NKOL-AFAM (PRODIGES HOTEL, sue la route de MFOU)		
Date et heure limite de réception des offres	Le 02/11/2018, à 11 heures précises à NKOL-AFAM (PRODIGES HOTEL, sue la route de MFOU)				

2	Ouverture des Plis				
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Les plis seront ouverts en séance en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent, à la date, heure et adresse précisées dans la lettre de Demande de Cotation.</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">Date et heure d'ouverture des plis</td> <td>Le 17/07/2018, à 15 heures précises</td> </tr> <tr> <td>Lieu d'ouverture des plis</td> <td>Salle de conférence de la Préfecture de Monatéle</td> </tr> </table>	Date et heure d'ouverture des plis	Le 17/07/2018, à 15 heures précises	Lieu d'ouverture des plis	Salle de conférence de la Préfecture de Monatéle
Date et heure d'ouverture des plis	Le 17/07/2018, à 15 heures précises				
Lieu d'ouverture des plis	Salle de conférence de la Préfecture de Monatéle				
	<p>Lire plutot</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">Date et heure d'ouverture des plis</td> <td>Le 02/11/2018, à 12 heures précises à NKOL-AFAMBA (PRODIGES HOTEL, sue la route de MFOU)</td> </tr> </table>	Date et heure d'ouverture des plis	Le 02/11/2018, à 12 heures précises à NKOL-AFAMBA (PRODIGES HOTEL, sue la route de MFOU)		
Date et heure d'ouverture des plis	Le 02/11/2018, à 12 heures précises à NKOL-AFAMBA (PRODIGES HOTEL, sue la route de MFOU)				

OKOLA le 17 Octobre 2018

Le MAIRE

TSANGA MESSI CLAUDE BERNARD

COMMUNE DE FIGUIL

DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION N°01/DDC/RN/COMMUNE-FIGUIL/SG/ST/CIPM/2018 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 02 SALLES DE CLASSE EQUIPE AVEC UN BLOC DE LATRINES A TROIS (03) CABINES A L'EP DE BADIA. REMISE DES OFFRES

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1	Recevabilité des Offres
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Les offres doivent être reçues à l'adresse indiquée dans la Demande de Cotation, avant la date et l'heure fixée dans la Demande de Cotation. Toute offre présentée après l'heure fixée ne sera pas ouverte et sera retournée au soumissionnaire.</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>Les offres doivent être reçues à l'adresse indiquée dans la Demande de Cotation, avant la date et l'heure fixée dans la Demande de Cotation. Toute offre présentée après l'heure fixée ne sera pas ouverte et sera retournée au soumissionnaire, soit le 29 Octobre 2018 à 10 heures précises.</p>

2	Ouverture des Plis
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Les plis seront ouverts en séance par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de FIGUIL. en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés, aux date, heure et adresse précisées dans la lettre de Demande de Cotation, le 22 Octobre 2018 à 11 heures précises Salle des Actes de la Mairie de FIGUIL.</p> <p>Les noms des soumissionnaires et les montants des offres seront lues à haute voix et seront consignés par le Secrétaire de la Commission Interne de Passation des Marchés, dans un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis.</p>
	<p>Lire plutot</p> <p>Les plis seront ouverts en séance par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de FIGUIL. en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés, aux date, heure et adresse précisées dans la lettre de Demande de Cotation, le 29 Octobre 2018 à 11 heures précises Salle des Actes de la Mairie de FIGUIL.</p> <p>Les noms des soumissionnaires et les montants des offres seront lues à haute voix et seront consignés par le Secrétaire de la Commission Interne de Passation des Marchés, dans un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis.</p>

FIGUIL le 22 Octobre 2018

Le MAIRE

SINGAI KANGOU Celestin

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 001/AMI/ARMP/2018 DU 17/10/2018 POUR LA CONSTITUTION D'UN REPERTOIRE DES EXPERTS AUPRES DES COMMISSIONS CENTRALES DE CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

1. Contexte

La réforme du système des Marchés publics camerounais consacrée par le Décret no 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics, confère à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) entre autres missions, celle d'agréeer les experts en vue d'une assistance des Acteurs dans le domaine des Marchés Publics.

2. Objet

Dans cet optique, l'ARMP envisage la constitution d'un répertoire des experts auprès des Commissions Centrales de Contrôle des Marchés Publics (CCCMP) qui sont des organes techniques placés auprès du Ministre chargé des Marchés Publics, aux fins de contrôle à priori des procédures de passation des marchés publics initiées et conduites par les Maîtres d'Ouvrage ou les Maîtres d'Ouvrage Délégués, pour les seuils ci-après :

- Travaux routiers (marchés supérieurs à 5 milliards FCFA);
- Autres infrastructures (marchés supérieurs à 1 milliard FCFA) ;
- Travaux de bâtiments et des équipements collectifs (marchés supérieurs à 500 millions FCFA) ;
- Approvisionnements généraux (marchés supérieurs à 250 millions FCFA) ;
- Services et prestations intellectuelles (marchés supérieurs à 100 millions FCFA).

Pour se faire, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics invite les personnes physiques intéressées par ladite prestation à manifester dans les conditions définies ci-dessous, leur intérêt dans un ou plusieurs domaines de compétence énoncés au point IV ci-après.

3. Consistance des prestations

La mission de l'Expert consiste à examiner les aspects techniques des documents reçus du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et à rédiger un rapport qu'il présente à la commission dans un délai de cinq (05) jours. L'objectif visé est d'éclairer les membres de la commission sur les spécificités du domaine technique concerné par le projet à examiner d'une part, et de veiller d'autre part à chaque étape de la procédure, au respect de la réglementation.

A ce titre, l'Expert devra notamment :

1. pour l'examen du dossier d'appel d'offres (DAO) :

- apprécier l'état de maturité du projet et s'assurer de l'obtention le cas échéant, du visa de maturité y afférent ;
- vérifier la conformité des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), des Spécifications Techniques (ST) ou des Termes De Référence (TDR) aux normes applicables et aux clauses sociales et environnementales ;
- examiner la conformité du projet de DAO au DAO type en vigueur le cas échéant ;
- s'assurer que les prestations envisagées sont inscrites dans le budget du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage délégué ;
- analyser la corrélation entre les options techniques du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué décrites dans le CCTP/ST/TDR et les besoins exprimés suite aux études préalables ;
- apporter un jugement sur la pérennité des choix du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué exprimés à travers le descriptif technique du DAO ;
- identifier tous les critères et/ou caractéristiques discriminatoires susceptibles de nuire aux principes d'équité ou contraires aux règles de concurrence ;
- vérifier l'adéquation entre les critères et sous-critères d'évaluation, modes d'attribution et les besoins exprimés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;
- vérifier la programmation et l'harmonisation des marchés de contrôle avec ceux des travaux, notamment en termes de délais, le cas échéant.

2. Pour l'attribution du marché:

- vérifier la prise en compte par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des observations à caractère technique émises sur le projet de DAO ;
- vérifier la pertinence des notations et/ou des commentaires du rapport de la sous-commission d'analyse des offres ;
- analyser la qualité technique des variantes proposées par les soumissionnaires et leurs coûts lorsque celles-ci ont été requises dans le DAO ;
- apprécier les offres financières des soumissionnaires en vue de déceler éventuellement celles anormalement basses et formuler le cas échéant, un avis sur la pertinence des sous-détails des prix significatifs.

3. Pour l'examen du projet de marché passé suivant la procédure de gré à gré apprécier l'état de maturité des études (CCTP/ST/TDR) et de s'assurer de l'obtention le cas échéant, du visa de maturité y afférent ;

- vérifier la conformité des CCTP/ST/TDR aux normes applicables et clauses sociales et environnementales ;
- s'assurer que les prestations envisagées sont inscrites dans le budget du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage délégué ;
- vérifier la conformité des clauses administratives du projet de marché avec les dispositions du Dossier de consultation ;
- s'assurer de la disponibilité et de la prise en compte des conclusions des études préalables ;
- examiner la conformité des caractéristiques techniques, des montants et des délais avec l'option retenue ;
- apprécier l'adéquation entre l'offre reçue et les composantes du projet de marché (TDR, devis estimatif, etc) ;
- vérifier la programmation et l'harmonisation des marchés des travaux avec ceux de contrôle, notamment en termes de délais, le cas échéant.

4. Pour l'examen des projets d'avenants:

- analyser la pertinence et la qualité de l'étude préalable justifiant l'avenant lorsque des modifications portent sur les spécifications techniques ou engendrent une incidence financière ;
- relever, le cas échéant, les parts de responsabilité des différents acteurs (Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, Maître d'œuvre et entrepreneur) à partir des causes à l'origine de l'avenant ;
- se prononcer sur les coûts et délai prévus dans le projet d'avenant et apprécier le cas échéant, la justesse des prix nouveaux proposés ;
- vérifier que les prestations envisagées sont inscrites dans le budget du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage délégué ;
- vérifier le cas échéant que les variations des quantités avec incidence financière et objet du projet d'avenant, ont été prescrites par ordre de service.

4. Participation et origine

L'Expert est une personne physique remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- avoir des qualifications universitaires d'au moins BAC + 3,
- disposer de compétences techniques avérées et d'une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans l'un des domaines de compétence énumérés au paragraphe V ;
- être capable de travailler dans un environnement sous pression ;
- justifier de compétences avérées dans la maîtrise des procédures nationales et internationales des Marchés Publics ;
- maîtriser l'usage de l'outil informatique, en l'occurrence le traitement des données (Word, Excel).

Peuvent être Experts, les cadres issus du secteur public, parapublic ou privé et de la société civile ayant une compétence dans les domaines visés au point IV.

5. Financement

La mission de l'Expert sera financée par le budget de l'Etat. Les Experts seront rémunérés selon les modalités prévues par les textes en vigueur, notamment l'arrêté n° 0271/MINMAP/CAB du 27 septembre 2018 instituant et organisant les modalités de rémunération et de paiement basés sur la performance de certains acteurs du système des Marchés Publics.

6. Remises des offres

Les dossiers de candidature devront être déposés sous plis fermés contre décharge au plus tard le 15/11/2018 à 15h30 précises, à l'adresse suivante :

Inspection générale chargée de l'évaluation de la performance (7ème étage) l'immeuble ARMP, porte 9037 à Mballa II, Yaoundé.

Chaque pli portera la mention ci-après :

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 001/AMI/ARMP/2018 DU 17/10/2018 POUR LA CONSTITUTION D'UN REPERTOIRE D'EXPERTS AUPRES DES COMMISSIONS CENTRALES DE CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS

7. Composition du dossier

Chaque candidat devra fournir un dossier comprenant :

1. une lettre de manifestation d'intérêt timbrée précisant le ou les domaines de compétence sollicités ;
2. une fiche d'identification fournissant des informations actualisées sur les coordonnées et la qualification de l'expert, qui peut être téléchargée sur le site de l'ARMP, www.armp.cm ou retirée au secrétariat de l'inspection générale chargée de l'évaluation de la performance (7ème étage) l'immeuble ARMP, porte 9037 à Mballa II, Yaoundé.
3. Un curriculum vitae daté et signé par le candidat, indiquant ses qualifications académiques et professionnelles et mettant en exergue ses capacités techniques dans les domaines postulés, assorti de tous les documents justificatifs des expériences dans le domaine d'expertise en marchés publics ;
4. les copies des diplômes, certificats ou attestations dans le(s) domaine(s) sollicités, certifiées par une autorité administrative (Sous-Préfet, Préfet ou Gouverneur) ;
5. pour ceux des candidats dont l'exercice de la profession est assujéti à l'appartenance à un Ordre, ils devront fournir également les justificatifs en cours de validité de leur inscription audit Ordre.

L'Agence de Régulation des Marchés Publics, se réserve le droit de vérifier la conformité des informations données, et l'authenticité des pièces fournies. Toute fausse déclaration entraînera l'élimination du candidat.

8. Critères d'évaluation

Les domaines de compétence concernés par le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'intérêt sont les suivants :

A - Travaux Routiers (Etudes, travaux et contrôle, conception et réalisation)

- A.1. Travaux neufs, réhabilitation ou entretien des routes;
- A.2. Voiries et Réseaux Divers ;
- A.3. Ouvrages d'art (ponts, dalots, tunnels, digues) ;
- A.4. Travaux de terrassements généraux ;
- A.5. Etudes géotechniques liées aux projets routiers ;
- A.6. Aménagement urbain ;
- A.7. Etudes topographiques ou géodésiques liées aux projets routiers ;
- A.8. Travaux de Génie rural ;
- A.9. Sûreté et sécurité des transports ;
- A.10. Etudes Environnementales liées aux travaux routiers.
- A.11. Equipements et sécurité routière

B - Travaux de Bâtiments et Equipements Collectifs (Etudes, travaux et contrôle, conception et réalisation)

- B.1. Construction, réhabilitation ou réaménagement de bâtiments ;
- B.2. Maintenance de bâtiments ;
- B.3. Architecture ;
- B.4. Urbanisme et Génie urbain;
- B.5. Cartographie ;
- B.6. Etudes Géotechniques liées aux projets de construction ;
- B.7. Froid et climatisation ;
- B.8. Techniques Industrielles (Electricité, électrotechnique, électronique, etc...) ;
- B.9. Etudes Environnementales liées aux projets de construction.

C - Autres Infrastructures

- C.1. Infrastructures ferroviaires ;
- C.2. Infrastructures portuaires ;
- C.3. Infrastructures aéroportuaires ;
- C.4. Infrastructures hydroélectriques ;
- C.5. Constructions Hydrauliques et Adduction d'eau potable;
- C.6. Projets d'assainissement ;
- C.7. Hydrocarbures (gaz, pétrole) ;
- C.8. Télécommunications ;
- C.9. Génie mécanique ;
- C.10. Electricité (génie électrique) ;
- C.11. Aménagement portuaire ;
- C.12. Autres travaux de Génie civil ;
- C.13. Génie rural;
- C.14. Sûreté et sécurité de transport ferroviaire, portuaire et aéroportuaire.

D - Approvisionnements Généraux (Etudes, fournitures, installations et maintenance)

- D.1. Livre, matériel scolaire, pédagogique et didactique ;
- D.2. Equipements sanitaires et matériel biomédical ;
- D.3. Produits Pharmaceutiques et parapharmaceutiques ;
- D.4. Médicaments et pharmacie vétérinaire ;
- D.5. Equipements piscicoles ;
- D.6. Intrants et produits agricoles ;
- D.7. Matériels et équipements agricoles ;
- D.8. Matériel électrique et électrotechnique ;
- D.9. Matériel électronique et télécommunications ;
- D.10. Informatique (hardware : matériel et réseaux, progiciels...) ;
- D.11. Véhicules et engins ;
- D.12. Unités industrielles (ateliers, usines, ...) ;
- D.13. Produits chimiques ;
- D.14. Fourniture des Equipements et d'engins des secteurs : aéronautique, maritime et ferroviaire ;
- D.15. Tout autre approvisionnement.

E - Services et Prestations Intellectuelles (Etudes, audits, enquêtes)

- E.1. Stratégies sectorielles ;
- E.2. Mise en concession des services publics et marchés publics ;
- E.3. Audits et contrôles ;
- E.4. Statistiques et sondage ;
- E.5. Economie de transport ;
- E.6. Métrologie ;
- E.7. Prestations d'assurances ;
- E.8. Expertise judiciaire, financière, comptable etc... ;
- E.9. Toutes autres prestations intellectuelles ;

N.B. : Toute autre expertise non spécifiée dans le présent Avis peut également se manifester.

9. Evaluation et publication des resultats

L'évaluation des propositions des candidats s'effectuera par des jurys mis en place par l'ARMP, sur la base de la qualification des candidats (diplôme dans le domaine d'expertise postulé, attestations de formation dans le domaine des marchés publics), des expériences générales et spécifiques (justificatifs des fonctions occupées ou des participations en qualité d'expert auprès des anciennes Commissions Spécialisées de Contrôle ou Commissions Centrales des Marchés Publics).

YAOUNDE le 17 Octobre 2018

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

NGO JOSEPH

PUBLICITÉ

Service e-JDM
JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE
CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant
ou
Point Focal

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**): B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- Annuel 49.000 FCFA TTC
- Semestriel 25.000 FCFA TTC
- Trimestriel 15.000 FCFA TTC
- Mensuel 10.000 FCFA TTC

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.

(**) quartier, rue, etc....



LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)



Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

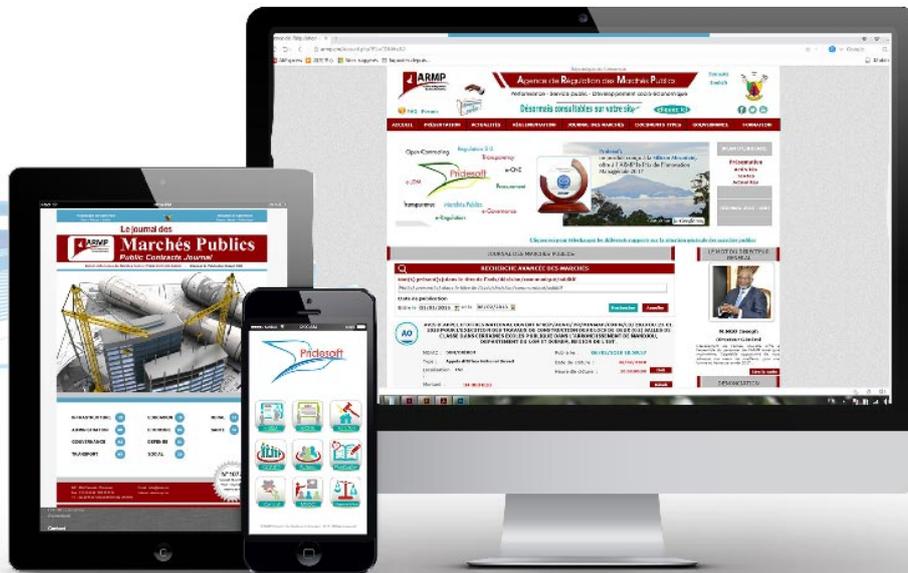
Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur **Smartphone/ Tablette / PC**

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière

 **www.armac.cm**



e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !

CONTACTS AGENCE

CONTACTS PROJET



✉ 6604 Yaoundé - Cameroun
☎ 222 20 18 03 / 222 20 00 08 / 222 20 00 09
🖨 222 20 60 43 / 222 20 33 26
✉ infos@armac.cm 🌐 www.armac.cm

☎ 222 20 49 17
🌐 Internet : pridesoft.armac.cm
✉ Email : pridesoft@armac.cm